

**CENTRE DE RECHERCHES POUR
LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL**

**PROJET COMMUNICATION
EN FAVEUR DU MONDE RURAL AU CAMEROUN

EVALUATION DES IMPACTS
ETUDE DE CAS**

Lomé

Novembre 1997

Yawo ASSIGBLEY

**Consultant en management
et marketing**

*ARCHIV
659.3 (671.1)
A8*

REMERCIEMENTS

Nous tenons à exprimer notre reconnaissance et gratitude à tout le personnel de l'INADES-Formation Cameroun et plus particulièrement au Directeur National et au Délégué Régional de Bamenda pour l'accueil qu'ils nous ont réservé, et surtout pour l'esprit d'ouverture et de coopération dont ils ont preuve pendant la mission.

A l'ancien Directeur national d'IFC et ancien Directeur du projet, et à tous les anciens intervenants du projet, qui ont bien voulu nous rencontrer, nous adressons nos sincères remerciements pour la clarté des réponses fournies.

Nos remerciements vont également aux Présidents et membres des différents groupements et coopératives et plus spécialement au Mile 17 Women's Group de Mbengwi et au GAPAE de Ebogo.

Nous voulons enfin exprimer notre gratitude aux responsables des ONGs telles que le CRAT, l'ODECO et le CDDR pour avoir accepté de nous recevoir et de nous livrer leurs perceptions opinions sur le projet communication/information.

LISTE DES ACRONYMES

ASAD	Association de solidarité et d'action pour le développement
BOSAPAL	Bureau d'orientation et de solidarité à l'action des projets paysans de la Léké
CDA	Courrier des abonnés
CMR	Corrieur du monde rural
CRAT	Centre rural d'appui technique
CRDI	Centre de recherches pour le développement international
CRTV	Radiodiffusion et Télévision du Cameroun
GAPAE	Groupeement des agriculteurs et producteurs avicoles de Ebogo
IF	INADES-Formation
IFC	INADES-Formation Cameroun
IRA	Institut de la recherche agronomique
IRZV	Institut de recherche zotechnique et vétérinaire
ODECO	Organisation de développement, de formation et de conseils
ONG	Organisation non gouvernementale
RDR	Rural development review

TABLES DES MATIÈRES

RÉSUMÉ EXÉCUTIF.....	1
1. CONTEXTE DE D'ÉTUDE.....	2
1.1. Historique.....	2
1.2. Les objectifs de l'étude.....	2
2. METHODOLOGIE.....	3
2.1. La phase de collecte de données.....	3
2.2. La phase d'analyse et de diagnostic.....	4
3. CONTEXTE DU PROJET.....	4
3.1. Situation socio-économique du Cameroun.....	4
3.2. Politique agricole du Cameroun.....	5
3.3. Problématique du projet.....	5
3.4. Caractéristiques de l'institution.....	6
4. DESCRIPTION DU PROJET.....	7
4.1. Les objectifs du projet.....	8
4.2. Stratégie et méthodologie du projet.....	9
4.3. Les intrants et les activités.....	10
4.3.1. Les ressources financières.....	10
4.3.2. Les ressources techniques.....	10
4.3.3. L'assistance technique.....	10
4.4.4. Les activités réalisées.....	11
5. LES RETOMBÉES DU PROJET.....	12
5.1. Les produits et services.....	12
5.1.1. Les publications de revues.....	13
5.1.2. Les émissions radio.....	14
5.1.3. Les voyages d'émission.....	16
5.1.4. Les bibliothèques.....	17
5.1.5. Les résultats de recherche et les publications.....	18
5.1.6. Les services rendus.....	19
5.1.7. Les activités de formation.....	19
5.1.8. La durabilité des produits.....	20

5.2. Le rayonnement du projet.....	21
5.2.1. Le rayonnement au niveau des zones du projet.....	21
5.2.2. Le rayonnement sur les intervenants.....	22
5.2.3. Le rayonnement sur les autres ONGs.....	23
5.3. Les impacts du projet.....	24
5.3.1. Les impacts sur les paysans/agriculteurs des zones du projet.....	24
5.3.2. Les impacts sur l'INADES.....	28
5.3.3. Les impacts sur les animateurs et agents de vulgarisation agricoles des structures étatiques et des ONGs.....	29
6. AMÉLIORATION DES RETOMBÉES DU PROJET.....	30
6.1. Les facteurs susceptibles d'améliorer les retombées du projet	30
6.1.1. Les facteurs susceptibles d'améliorer les retombées du projet au niveau des émissions radio.....	30
6.1.2. Les facteurs susceptibles d'améliorer les retombées du projet au niveau de la publication des revues.....	31
6.1.3. Les facteurs susceptibles d'améliorer les retombées du projet au niveau des voyages d'échanges	31
6.1.4. Les facteurs susceptibles d'améliorer les retombées du projet au niveau des bibliothèques.....	32
6.2. Enseignements à tirer pour favoriser les retombées dans des projets semblables.....	32
7. RELATIONS PUBLIQUES.....	32
8. CONCLUSIONS.....	32
8.1. Conclusions sur la méthodologie de l'étude.....	32
8.1.1. Commentaires sur la pertinence et l'utilité du cadre et des méthodologies d'évaluation.....	32
8.1.2. Propositions d'améliorations du cadre et des méthodologies d'évaluation pour les études subséquentes.....	34

8.2. Conclusions sur les éléments du projet.....	34
8.2.1. Conclusions relatives aux objectifs.....	35
8.2.2. Conclusions relatives aux stratégies.....	35
8.2.3. Conclusions relatives aux intrants.....	35
8.2.4. Conclusions relatives aux produits.....	36
8.2.5. Conclusions relatives au rayonnement.....	36
8.3. Conclusions sur les résultats.....	36
8.3.1. Conclusions relatives aux retombées et impacts sur les domaines.....	36
8.3.2. Conclusions relatives aux retombées et impacts sur les secteurs.....	37
8.3.3. Conclusions relatives aux retombées et impacts sur les bénéficiaires.....	38
ANNEXES.....	39
Annexe 1. Mandat de l'étude de cas.....	40
Annexe 2. Itinéraire du voyage.....	50
Annexe 3. Liste des personnes interviewées.....	53
Annexe 4. Grille d'entrevue individuelle.....	56
Annexe 5. Grille d'entrevue de focus group.....	59
Annexe 6. Liste des documents consultés.....	61

840324 (ARCIS)
Means of Info. for Rural Dev. (Cameroon) - Phase I

880140 (ARCIS)
" " " " " " - Phase II

→ 910190 (ARCIS)
Communication and Info. Aimed at the Rural
People of Cameroon - Phase III

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

La présente étude de cas sur l'évaluation des impacts porte sur le projet « communication et information en faveur du monde rural au Cameroun ». Exécutées par l'INADES-Formation Cameroun à travers ses antennes de Yaoundé et de Bamenda, les activités du projet ont duré 33 mois, de décembre 1991 à août 1994 et ont couvert les provinces du Centre, du Sud, de l'Ouest, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun.

Les résultats de l'évaluation démontrent que les impacts et les retombées ne sont pas si considérables comme escomptés. Si la production d'émissions radio, la publication des revues et l'organisation des voyages d'échanges ont pu obtenir quelques résultats, il n'en est pas de même pour la gestion des bibliothèques de Yaoundé et de Bamenda dont les impacts sont nuls.

Les principaux impacts obtenus sont :

- une amélioration relative de la qualité de vie des paysans/agriculteurs qui ont utilisé les différents produits d'information et de communication;
- une augmentation de la crédibilité et de la visibilité de l'IFC dans le monde rural
- l'acquisition par les différents intervenants et personnes impliquées de meilleures connaissances, de compétences et d'habiletés en matière de gestion d'activités de communication et d'information en faveur du monde rural.

Les résultats de l'évaluation ont aussi démontré que la durabilité des principaux produits d'information et de communication en faveur du monde rural passerait nécessairement par des améliorations des différentes impacts obtenus. Ces améliorations consisteraient en :

- l'intégration des produits d'information et de communication dans la politique gouvernementale de vulgarisation et d'encadrement;
- la conduite d'une série d'études et de recherches pour déterminer d'une part les besoins spécifiques des paysans/agriculteurs en information agricole, et d'autre part les canaux appropriés pour la diffusion de l'information à l'endroit du monde rural;
- la recherche de solutions adéquates pour résoudre les différents problèmes d'organisation rencontrés dans la conduite des activités du projet.

MOTS CLÉS :

Information agricole, communication, diffusion de l'information, émission radio, publication de revue, voyage d'échange, bibliothèque, monde rural, agriculteur, étude de cas, impact, Cameroun

1. CONTEXTE DE L'ÉTUDE

1.1. HISTORIQUE

Depuis sa création en 1960, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) a subventionné plus de 5 000 activités de recherche dans le monde en développement. Mais depuis cette date, aucune étude précise n'a été conduite pour lui permettre de mesurer les impacts positifs ou négatifs de ces actions sur l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires et des utilisateurs des produits des différents projets de recherche et de développement. C'est pourquoi dans sa nouvelle stratégie, les responsables du CRDI ont décidé d'entamer une étude approfondie pour mieux comprendre la nature et l'étendue des impacts des activités de recherche qu'il a financées au cours des 25 dernières années.

1.2. LES OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

Les objectifs généraux assignés à cette étude sont :

- analyser les résultats tangibles des investissements du CRDI dans la recherche et le travail des chercheurs au fil des ans;
- examiner les différentes façons dont les impacts peuvent être engendrées, et les facteurs positifs et négatifs qui influencent leur réalisation et rayonnement
- concevoir, réaliser et faire la synthèse d'études de cas sur différents projets, essentiellement sur les biens publics et la qualité de vie, et l'élaboration des politiques.

Pour atteindre ces objectifs généraux, le CRDI a commandité une série d'études de cas pour analyser les différents impacts des projets financés dans divers secteurs ou régions du monde en développement (voir en annexe 1 le mandat de la mission). Ces études de cas doivent permettre d'atteindre les objectifs spécifiques suivants :

- documenter et analyser les produits, le rayonnement et les impacts des projets du CRDI qui visent des résultats dans le domaine des biens publics et la qualité de la vie, et dans celui de l'élaboration de politiques;
- déterminer les facteurs liés au contexte, à la conception et à l'exécution des projets qui ont exercé une influence sur les différents types de impacts;
- faire une synthèse, en se fondant sur les différents cas, des caractéristiques générales des impacts des activités de recherche et des facteurs qui les influencent;

- faire des recommandations, à partir de cette synthèse, pour améliorer l'élaboration et la gestion des projets de recherche, dans le but d'en optimiser les impacts;
- concevoir un schéma convivial devant servir à évaluer et à favoriser les impacts de la recherche au service du développement;
- déterminer et documenter les cas qui pourraient être retenus pour les stratégies d'information publique du CRDI.

2. METHODOLOGIE

La présente étude de cas sur l'évaluation des impacts porte sur le projet « Communication et information en faveur du monde rural au Cameroun » exécuté dans les provinces du Nord-ouest, Sud-Ouest, du Sud, du Centre, et de l'Est du Cameroun par l'INADES-Formation Cameroun (IFC). La mission d'évaluation s'est déroulée du 24 septembre au 04 octobre 1997 pour la phase de terrain (voir en annexe 2 l'itinéraire du voyage) et du 5 au 15 octobre 1997 pour l'analyse des données et la rédaction du rapport préliminaire.

La méthodologie utilisée pour conduire cette étude de cas comprend deux principales phases : la phase de collecte de données et la phase d'analyse des informations.

2.1. La phase de collecte de données

Deux principales méthodes ont été utilisées : l'étude documentaire et les entrevues.

Au niveau de l'étude documentaire, des données relatives au projet telles que le document de projet, les divers rapports (de fin de projet, d'activités, d'évaluation, etc...), des informations sur les différents produits et services, et des correspondances ont été collectées auprès de la section d'évaluation du CRDI et auprès du Bureau national d'INADES-Formation Cameroun à Yaoundé et de l'antenne de Bamenda située à environ 500 km de Yaoundé. Des données connexes sur le Cameroun et la politique agricole du gouvernement ont été également collectées à Yaoundé. Mais par contre des documents importants élaborés dans le cadre du projet n'ont pas été trouvés sur place. Il s'agit du :

- rapport de l'enquête sur les besoins en information des paysans/agriculteurs camerounais;
- compte rendu de la réunion d'élaboration de stratégie pour la poursuite des activités d'information et de communication d'IFC en milieu rural;
- rapport du séminaire sur les orientations des interventions d'IFC en milieu rural.

Quand aux entrevues, deux types ont été organisés : les entrevues individuelles et les entrevues de groupe (focus group).

Les entrevues individuelles ont été menées auprès des partenaires impliqués dans le projet notamment le Directeur national d'INADES-Formation, le Délégué de l'antenne de Bamenda, les formateurs et le personnel d'IFC tant à Yaoundé qu'à Bamenda. D'autres

ont été menées auprès des paysans/agriculteurs et autres partenaires d'IFC dans les villages de MBengwi (environ 100 km de Bamenda) et de Sa'a (environ 90 km de Yaoundé).

Deux focus group ont été organisés avec les membres du groupement féminin « Mile 17 Women's group » à MBengwi et avec les paysans/agriculteurs du « Groupe des agriculteurs et producteurs avicoles d'Ebogo (GAPAE) » dans le village de Ebogo (environ 80 km de Yaoundé). Liste des personnes rencontrées en Annexe 3.

Pour chaque type d'entrevue, une grille d'entrevue focalisée sur des questions précises ont été élaborées (grilles d'entrevues individuelles et de focus group en annexe 4 et 5).

2.2. La phase d'analyse et de diagnostic

Dans cette phase, les données recueillies ont été analysées, traitées et interprétées de manière à dégager les différents constats et conclusions sur la conduite des activités du projet, sur les impacts de la mise en pratique dans les exploitations agricoles des informations et conseils reçus à la radio, dans les revues et au cours les voyages d'échanges.

Elle a permis également de diagnostiquer les différentes retombées du projet et les différents problèmes rencontrés par les intervenants dans la conduite des activités et les pistes de solutions proposées.

3. CONTEXTE DU PROJET

3.1. Situation socio-économique du Cameroun

La République du Cameroun est un Etat d'Afrique Centrale situé au fonds du Golfe de Guinée. Elle couvre une superficie de 475.422 Km² et est entourée, à l'Ouest par le Nigeria, au Nord par le Tchad, à l'Est par la République Centrafricaine et au Sud par la Guinée Equatoriale, le Gabon et le Congo.

Sa population est actuellement estimée à près de 12.600.000 habitants dont 72% vivent dans les zones rurales.

Avec un PNB de 700 US \$ par habitant (1996), le Cameroun est classé parmi les pays à retenus intermédiaires. L'agriculture, l'élevage et la pêche constituent les principales activités économiques.

3.2. La politique agricole du Cameroun

S'agissant plus particulièrement de l'agriculture, celle-ci représente l'activité d'une très large proportion de la population, assure une certaine sécurité alimentaire au pays et participe pour une part importante aux recettes en devises et au PIB du pays.

A cet égard, elle bénéficie d'une grande attention de la part des autorités du pays. En effet, d'après les déclarations officielles, le secteur agricole est le secteur prioritaire dans la stratégie du gouvernement camerounais en matière de développement économique. Pour soutenir ce secteur, les autorités camerounaises ont mis l'accent sur le développement des services à l'agriculture à travers la création d'un certain nombre d'établissements publics et parapublics destinés à offrir aux paysans/agriculteurs des prix d'achat fixes et stables, à les approvisionner en intrants, à leur accorder des crédits, et des services de vulgarisation agricole.

Cette politique agricole soutenue par les bailleurs de fonds internationaux a adopté plusieurs réformes visant à libéraliser le secteur agricole. Ces réformes sont :

- la réorganisation des structures étatiques et du fonctionnement de la recherche et de l'enseignement agricole;
- la création d'institutions permettant l'accès des paysans/agriculteurs aux crédits agricoles, aux ressources et à la formation agricole;
- l'aide à l'émergence d'entreprises agricoles et para-agricoles destinées à combler le vide laissé par le retrait de l'Etat de certaines activités;
- l'aide à la création d'organisations de regroupements et de concertation des producteurs.

3.3. Problématique du projet

Au Cameroun, 70% de la population vit en milieu rural. Cette population vit de l'agriculture et de l'élevage mais les techniques de production qu'elle utilise ne lui permettent pas de satisfaire ses besoins essentiels. Les circuits de commercialisation, lorsqu'ils existent, ne sont pas maîtrisés par cette population. La conséquence est que les paysans/agriculteurs vivent dans un état de pauvreté permanent.

La période de 1991 à 1993 correspond à celle où sévit de graves crises dans les villages :

- une crise économique où les paysans ont vu leur pouvoir d'achat presque réduit à zéro, et l'Etat se retirer des activités d'encadrement à la production et à la commercialisation;
- une crise socio-politique qui a vu les solidarités au sein des familles se dégrader, les échanges inter-régionaux et les échanges ville-campagne paralysés par les incessantes manifestations de protestation politique (opérations ville mortes) contre le pouvoir en place.

Actuellement, une grande majorité des paysans est consciente que seule une maîtrise des différentes composantes de la production et de la commercialisation peut leur permettre de vivre de leur métier d'agriculteur ou d'éleveur.

Cette prise de conscience se traduit par les nombreuses questions qu'ils posent aux ONG qui les encadrent telles que l'INADES-Formation. Leurs questions concernent aussi bien des informations techniques (techniques de production et de commercialisation) que des informations générales (points de vente des intrants agricoles, les meilleurs marchés pour leurs produits, les procédures à suivre pour telle ou telle activité, le crédit agricole, le cadre institutionnel des différentes activités, les lois et règlements...).

Ce manque d'informations est ressenti aussi bien par les adultes ruraux analphabètes, les jeunes diplômés sans emplois que par ceux qui ont perdu leurs emplois en ville et qui s'installent en milieu rural.

C'est pour aider toutes ces populations cibles à mieux suivre les changements socio-économiques, politiques et techniques qui touchent leurs sociétés, que l'INADES-Formation Cameroun a entrepris des actions en vue de mettre en place un système d'information et de communication leur permettant d'avoir des informations nécessaires pour leur auto-promotion.

3.4. Caractéristiques de l'institution

L'INADES-Formation Cameroun (IFC) fait partie d'un réseau constitué de dix bureaux nationaux en Afrique mis en place par l'Institut Africain pour le Développement Economique et Social, (INADES-Formation) dont le siège est Abidjan (Côte d'Ivoire). Il a commencé ses activités au Cameroun depuis 1970 et a acquis en 1994 le statut juridique d'association nationale à but non lucratif avec une assemblée générale et un conseil d'administration. Son but principal est d'oeuvrer à la promotion sociale et économique des populations rurales en accordant une importance particulière à leur participation libre et responsable à la transformation de leurs sociétés.

La philosophie de développement d'INADES-Formation est basée sur le fait que rien de durable ne se fera en développement si le premier rôle ne revient pas aux populations elles-mêmes comme responsables des changements qui doivent s'opérer dans leurs conditions de vie. C'est ainsi que toutes les actions d'INADES-Formation à l'intention des bénéficiaires se concentrent sur leur capacité à s'organiser, à analyser leurs propres problèmes, à rechercher et à mettre en oeuvre les solutions appropriées.

L'IFC comprend :

- une Direction Nationale basée à Yaoundé dont les activités couvrent les 10 provinces du pays. Elle joue aussi le rôle d'antenne pour les provinces du Centre, du Sud et de l'Est.
- une antenne basée à Bamenda pour les provinces de l'Ouest, Nord-Ouest, Sud-Ouest et Littoral ;
- une antenne à Maroua pour les provinces de l'Extrême-Nord, Nord et Adamaoua.

Les activités de formation et d'information d'IFC couvrent les domaines suivants :

- l'agriculture, l'élevage et la protection de l'environnement ;
- l'animation rurale;
- la gestion des exploitations agricoles, des petits projets et des organisations paysannes;
- l'épargne et le crédit ;
- la formation pédagogique des agents de développement.

L'INADES-Formation Cameroun dispose d'une équipe pluridisciplinaire de formateurs composée d'ingénieurs agronomes, de sociologues, d'économistes, de spécialistes en communications, etc...

4. DESCRIPTION DU PROJET

Le projet "communication et information en faveur du monde rural au Cameroun", Réf. 91-0190 est la 3e phase du projet d'information subventionné par le CRDI et exécuté par l'INADES-Formation Cameroun. Prévu pour durer 24 mois, ces activités ont été effectivement conduites pendant 33 mois, de décembre 1991 à août 1994 dans cinq des dix provinces du Cameroun, à savoir les provinces du Centre et du Sud pour l'antenne de Yaoundé et les provinces de l'Ouest, du Nord-Ouest, du Sud-Ouest pour l'antenne de Bamenda.

Une première phase de ce projet intitulée « moyens d'information pour l'animation rurale » a été conduite d'octobre 1986 à septembre 1988 par l'antenne de Bamenda. L'objectif principal est de diffuser l'information agricole à l'intention de jeunes agriculteurs dans les provinces de Nord-ouest et du Sud-est. Des résultats satisfaisants ont été obtenus dans trois domaines principaux qui sont :

- la lutte contre l'exode rural par la fixation de jeunes agriculteurs dans les villages,
- l'amélioration des conditions de vie par des programmes d'échanges entre paysans/agriculteurs,
- la diversification des ressources de formation et d'information de l'IFC au profit des populations rurales.

L'obtention de ces différents résultats a permis au CRDI de subventionner une deuxième phase intitulée « The dissemination of agricultural information to young farmers in the North West and South West Provinces of Cameroon », toujours réalisée par l'antenne de Bamenda, d'octobre 1988 à septembre 1990. Cette deuxième phase est une continuation de la première phase car plusieurs de ses objectifs et stratégies y ont été purement et simplement reconduits ou modifiés.

Les principaux résultats obtenus sont :

- la publication de 6 numéros de Rural Development Review sur les 8 prévus;
- la réalisation de toutes les émissions radio prévues
- la publication de 4 livrets de questions-réponses sur les 5 prévus
- l'organisation de 6 voyages d'échanges sur les 8 prévus
- la gestion du centre de documentation toujours à l'état embryonnaire
- la formation des formateurs en production et utilisation du matériel audiovisuel

Selon le rapport de l'évaluation finale (décembre 1991), ces résultats sont très satisfaisants et l'impact considérable au niveau des voyages d'échanges, des émissions radio et du service questions-réponses. Cette bonne appréciation a encore encouragé le CRDI qui a subventionné la troisième phase en vue d'étendre les mêmes activités d'information et de communication à trois autres provinces couvertes par l'antenne IFC de Yaoundé.

En analysant les objectifs spécifiques de cette deuxième phase, on se rend compte que ceux de la troisième phase n'en sont qu'une réplique. Si les responsables de l'IFC avaient bien suivi les recommandations de l'évaluation finale de la deuxième phase, la troisième phase devrait avoir des retombées et des impacts plus significatifs que les résultats actuels.

4.1. Les objectifs du projet

Le principal objectif de ce projet est de consolider et diversifier les moyens de communication et d'échange d'information, d'une part entre les populations rurales et les experts, chercheurs et agents de développement, et d'autre part entre les populations rurales elles-mêmes.

Les objectifs spécifiques sont :

- former un documentaliste à l'antenne de Yaoundé pour la gestion de la bibliothèque de la Direction Nationale;
- publier tous les deux mois un numéro du « Courrier des abonnés » à l'antenne de Yaoundé, soit six numéros par an;
- poursuivre la production du « Rural Development Review » à Bamenda, soit quatre numéros par an;
- développer des programmes d'émissions radio à l'antenne de Yaoundé pour les provinces du Centre, du Sud et de l'Est en français et éwondo : soit 14 au cours de la première année et 16 la deuxième année;
- poursuivre des programmes d'émissions radio en anglais et pidgin à Bamenda et Buea, par l'antenne de Bamenda, soit :
 - * CRTV Bamenda deux émissions par mois
 - * CRTV Buea deux émissions par mois

- organiser des voyages d'échanges entre paysans, soit :
 - * trois par l'antenne de Yaoundé
 - * trois par l'antenne de Bamenda
- produire un rapport de fin de projet.

4.2. Stratégie et méthodologie du projet

La gestion de l'ensemble des activités du projet est basée sur la mise en place d'une équipe de quatre personnes supervisée par le Directeur de l'IFC et composée d'un journaliste et d'une secrétaire à Bamenda, et d'un ingénieur agronome/journaliste et d'une secrétaire à Yaoundé. La particularité de ce personnel a été sa très grande mobilité tout au long du projet. C'est ainsi que le poste du responsable de l'information et de la communication à Bamenda a changé trois fois de titulaire avant la fin des activités du projet. Les deux premiers départs étaient intervenus pour des raisons de convenance personnelle tandis que le troisième départ et celui du responsable de l'information et de la communication du Bureau national à Yaoundé étaient dû à l'épuisement du budget devant supporter leurs salaires. Si on ajoute à ces différents départs, celui du Directeur national de l'IFC, on peut mesurer le degré des effets négatifs que cette mobilité des personnes clés a fait peser sur les retombées et les impacts du projet pendant et après l'arrêt de la subvention du CRDI. Au moment de la mission d'évaluation, l'absence de ces personnes clés à l'IFC a constitué l'une des principales raisons des difficultés rencontrées dans la collecte des données, car les responsables actuels semblent ignorer l'existence des documents clés sur le déroulement des activités du projet.

A part ce personnel recruté par le projet, il y a lieu de signaler la participation de certains formateurs de l'IFC à Bamenda et à Yaoundé dans les principales activités du projet comme les publications de revues, les émissions radio et les voyages d'échanges. Cette participation a permis à l'IFC de continuer la conduite des activités après la fin du projet.

Pour mener à bien les activités spécifiques de publications de revues et des émissions radio, il a été mis en place deux comités de rédaction à Bamenda et Yaoundé. Composés de formateurs IFC, d'agents de développement, de journalistes, de juristes, d'économistes, de membres d'autres ONG, et de paysans/agriculteurs, ces comités dont le rôle principal est de déterminer les thèmes, les périodes, et de choisir les différents sujets des publications et des émissions radio, n'avaient pas du tout fonctionné pendant le projet. Ce qui laissait toute latitude aux deux responsables de l'information et communication à Bamenda et Yaoundé de choisir seuls les sujets, thèmes et périodes des émissions radio et des publications. La conséquence de cette situation est que les paysans/agriculteurs et les journalistes n'étaient pas très impliqués dans ces choix. Mais selon les responsables de l'IFC, les deux comités de rédaction ont été réorganisés et redynamisés pour la conduite des activités d'après projet, et se réunissent régulièrement une fois par trimestre pour déterminer toute la politique de publication des revues et des émissions radios.

Ces différentes stratégies et méthodes de gestion utilisées ont permis d'atteindre plus ou moins les objectifs assignés au projet et de conduire les principales activités dans l'après projet sauf pour la gestion des deux bibliothèques.

4.3. Les intrants et les activités

4.3.1. Les ressources financières

La grande partie des activités du projet a été financée par le CRDI pour un montant total de 173,150 \$ CAD.

L'IFC a quant à lui contribué pour 16, 400 \$ CAD, plus les salaires du personnel (formateurs et animateurs) et les frais d'administration qui ne sont pas quantifiés.

La mise à la disposition du projet d'une telle importante subvention aurait permis aux paysans/agriculteurs d'obtenir d'appréciables résultats sur l'amélioration des pratiques et techniques culturelles. Mais comme nous le verrons plus loin ces résultats sont plus ou moins limités en terme d'impacts.

4.3.2. Les ressources techniques

Selon le document de projet, le matériel à acquérir dans le cadre des activités se compose de :

- 1 graveur de stencil
- 1 duplicateur ronéo
- 1 appareil de montage de radio
- des consommables et des pièces de rechange

Ce matériel est quelque peu insignifiant par rapport à l'importance de la subvention accordée et surtout par rapport à l'ampleur des activités à réaliser. S'agissant spécialement des émissions radios, il aurait fallu prévoir des appareils pour enregistrer les interviews des paysans/agriculteurs, au moins deux appareils de montages (un à Bamenda et un à Yaoundé). Quant à la publication des revues, on pourrait créer une unité d'imprimerie dotée de matériel performant tel que PAO. D'ailleurs l'idée d'avoir une unité de PAO pour la publication des revues a été émise au cours de la deuxième année du projet, idée que le CRDI n'a pas acceptée. En ce qui concerne le matériel des deux bibliothèques, il n'a pas été non plus prévu dans le budget une dotation pour l'achat des documents et des rayons. On aurait dû prévoir aussi l'achat d'un micro-ordinateur pour l'informatisation des activités des bibliothèques.

L'insuffisance des ressources a sans doute influencé négativement l'obtention des retombées et impacts.

4.4.3. L'assistance technique

L'IFC étant un bureau national d'une O.N.G. internationale, elle possède en son sein plusieurs compétences sur lesquelles elle se base pour conduire ses activités. S'agissant du projet communication et information en faveur du monde rural, il n'a pas

bénéficié spécialement d'assistance technique car les compétences qui lui manquaient ont été fournies par les ressources du projet. Mais par contre pour d'autres activités relevant de ces domaines d'intervention, il bénéficie de l'assistance technique allemande

à Bamenda et française à Yaoundé. Mais il faut faire remarquer que ce personnel d'assistance technique est aussi engagé dans les différentes activités d'information et de communication de l'après projet, surtout en ce qui concerne la publication des revues. C'est ainsi que l'assistante technique allemande (DED) joue actuellement plus ou moins le rôle de responsable de la communication et de l'information à l'antenne de Bamenda depuis le départ en 1996 de l'ancienne titulaire du poste.

Quant au CRDI, ses conseils et assistances ont été fournis par l'intermédiaire des administrateurs de projet en charge du dossier au niveau de la Division des sciences de l'information. Ces conseils et assistances ont été prodigués par correspondance et par les visites du projet. Environ quatre visites du projet ont été effectués par les administrateurs du CRDI durant les 33 mois d'activités dont une de fin de projet pour évaluer les différents résultats obtenus. Ce qui prouve qu'un contact étroit a existé entre le CRDI et les responsables du projet.

4.4.4. Les activités réalisées

Les activités suivantes ont été réalisées :

- le recrutement de quatre personnes : un journaliste et une secrétaire à Bamenda et un ingénieur agronome/journaliste et une secrétaire à Yaoundé;
- la formation en techniques documentaires du responsable de l'information et communication de la Direction nationale de l'IFC pendant trois semaines à INADES-Documentation à Abidjan (Côte d'Ivoire)
- la publication de 12 numéros de la revue « Courrier de l'abonné » à Yaoundé, de 8 numéros de la « Rural Development Review » à Bamenda;
- la production de 66 émissions radio à la CRTV de Bamenda, Buéa, Yaoundé, Ebolowa et Bertoua;
- l'organisation de 6 voyages d'échanges : 3 à Yaoundé et 3 à Bamenda;
- la mise en place et la gestion de deux centres de documentation à Bamenda et à Yaoundé;
- la conduite d'une enquête sur les besoins en information des paysans/agriculteurs dans les provinces du Centre, du Sud et de l'Est

Tableau récapitulatif des principales réalisations de 1991 à 1993

ACTIVITES	PREVISIONS	REALISATIONS
Emissions radio		
CRTV Bamenda	24	24
CRTV Bué	12	12
CRTV Yaoundé	20	12
CRTV Ebolawa	08	12
CRTV Bertoua	02	06
Publication de revues		
Courrier des Abonnés (Yaoundé)	12	10
Rural development Review (Bamenda)	08	06
Visites et échanges		
Yaoundé	03	03
Bamenda	03	02

Les résultats de ce tableau montrent que les différentes activités prévues dans le cadre du projet ont été effectivement réalisées. Les objectifs quantitatifs ont été globalement atteints pour les émissions radio, bien que la CRTV Yaoundé n'a produit que 12 émissions sur les 20 prévues. En ce qui concerne les publications des revues, les résultats obtenus sont assez bons puisque l'IFC a publié 10 numéros du Courrier des abonnés et 6 numéros de Rural Development Review sur respectivement les 12 et 10 numéros prévus par les objectifs. Enfin pour les voyages d'échanges, seule l'antenne de Bamenda n'a pas pu organiser tous les trois initialement prévus. La principale cause de la non atteinte de cet objectif reste les troubles socio-politiques qui ont sévit dans la région et qui ont grandement perturbé le bon déroulement des activités des différents organismes de développement en 1992-1994. Toutefois l'aspect qualitatif de ces trois produits devrait être revu et bénéficié d'une attention particulière de la part des responsables de l'IFC en vue de leur assurer une plus grande durabilité.

5. LES RETOMBÉES DU PROJET

5.1. Les produits et services

Quatre principaux produits ont été développés dans le cadre du projet à savoir les publications de revues, les émissions radio, les voyages d'échanges et la gestion des bibliothèques.

5.1.1. Les publications de revues

Deux principales revues sont publiées par l'IFC : le "Courrier de l'Abonné" (CDA) et le "Rural Développement Review" (RDR).

a- Le "Courrier de l'Abonné"

Il est publié en français fondamentale par l'antenne d'IFC de Yaoundé pour les provinces francophones. De périodicité bimestrielle au début du projet, il est devenu trimestriel suite aux suggestions du CRDI. Pour lui permettre de remplir correctement son rôle d'information en faveur du monde paysan, il a du changer d'appellation pour devenir à la fin du projet en 1994 le « Courrier du monde rural » (CMR). Il est tiré en 500 exemplaires. Son coût d'impression est de 400 F CFA l'unité et il est vendu à 150 F CFA l'exemplaire. Il comprend les rubriques suivantes :

- la lettre d'INADES-Formation;
- les questions/réponses;
- le gros-plan qui présente une structure oeuvrant pour le développement rural,
- la fiche-technique rapportant des idées nouvelles,
- une expérience et une recherche résumant certains résultats obtenus par la recherche scientifique,
- la tribune-libre où les paysans expriment leurs points de vue sur des questions d'actualité,
- le « faites-le vous-même » qui présente une technologie nouvelle,
- les informations utiles et les variétés

Les auteurs des articles sont souvent des paysans/agriculteurs, des formateurs d'IFC, des agronomes, des commerçants et des chercheurs.

b- Le "Rural Development Review"

Il est publié chaque trimestre en 600 exemplaires en anglais par l'antenne d'IFC de Bamenda pour les provinces anglophones. D'un coût d'impression de 575 F CFA l'unité, il est vendu à 200 F CFA l'exemplaire. Il est souvent publié sous forme de numéros spéciaux sur des thèmes aussi variés comme la médecine traditionnelle, la nutrition, la santé, le jardinage, les problèmes environnementaux, les stratégies marketing, la protection naturelle des cultures et la médecine ethno-vétérinaire, etc

En examinant certains exemplaires de cette revue, nous avons constaté que quelques numéros sont des doubles en l'occurrence les 15/16, 17/18. Comme le souligne le rapport de l'analyse des impacts de 1994, ceci dénote d'un problème évident au niveau des contributions d'articles de tous les acteurs car ces deux numéros doubles ne contiennent aucun article ni aucune question des paysans/agriculteurs. Le problème qui s'est posé au niveau de cette revue pendant le projet est en réalité le manque de lien entre des articles publiés avec les questions posées par les paysans. Si les bénéficiaires réels à l'endroit de qui les innovations en milieu rural doivent être diffusées par la revue en vue d'améliorer leurs pratiques et techniques culturelles ne voient pas leurs préoccupations prises en compte par les articles, il va sans dire que la qualité et la

pertinence de ces articles ne sont pas très assurées. Ce problème de pertinence des articles semble être réglé avec la réorganisation et la redynamisation du comité de rédaction qui se réunit régulièrement une fois par chaque trimestre.

La disponibilité et l'accessibilité à ces deux revues se fait de trois manières :

- par abonnement :

- * abonnement par inscription aux cours par correspondance pour les paysans/agriculteurs qui suivent ces cours; dans ce cas l'abonnement annuel s'élève à 500 F CFA;

- * abonnement direct qui est de 800 F CFA par an.

- par vente directe des numéros

- * aux sièges des antennes à Yaoundé, Bamenda et Maroua;
- * dans les points de vente (selling point) installés auprès des particuliers et autres ONG.

- par distribution gratuite

- * aux structures gouvernementales
- * aux autres ONG partenaires
- * aux organisations internationales

Selon le rapport d'évaluation des impacts de 1994, le nombre total des paysans/agriculteurs ayant souscrit un abonnement régulier de 1990 à 1994 ne sont qu'au nombre de 23 pour le "Rural Development Review" et de 108 pour le "Courrier de l'Abonné". Ce nombre infime d'abonnés prouve que les principaux bénéficiaires n'ont pas suffisamment d'accès aux conseils et informations publiés dans les deux revues pour améliorer leurs techniques et pratiques culturelles. Ce qui constitue un facteur de limitation des impacts sur l'amélioration des conditions de vie des paysans/agriculteurs.

Les principales raisons de cette situation lamentable sont :

- le manque de moyens financiers pour permettre aux paysans/agriculteurs de souscrire des abonnements aux revues;
- l'analphabétisme de la plupart des paysans/agriculteurs;
- la non maîtrise par l'IFC des circuits de diffusion des revues dans les villages qui sont souvent difficiles d'accès.

5.1.2. Les émissions radio

Selon les responsables du projet rencontrés lors des entrevues, les émissions à l'endroit du monde rural sont diffusées par les stations radio de la CRTV à Bamenda, Buéa, Yaoundé, Ebolowa et Bertoua. Elles sont élaborées à partir d'enquêtes faites auprès

des paysans/agriculteurs et des problèmes identifiés dans les exploitations agricoles. Ces enquêtes sont menées pendant la campagne agricole lors des visites au champ ou à domicile, lors des réunions ou des démonstrations organisées dans les villages. Sont impliqués dans ces émissions des agronomes, des techniciens de l'agriculture, des spécialistes de l'éducation familiale et/ou du développement communautaire. Les solutions proposées découlent des connaissances acquises, des fiches techniques disponibles, ou des paquets technologiques mis au point par des instituts de recherche partenaires de l'IFC comme l'Institut de la recherche agronomique (IRA) et l'Institut de recherches zootechniques et vétérinaires (IRZV).

Les langues utilisées pour la diffusion des messages aux paysans/agriculteurs sont :

- le français pour les provinces du Centre, et du Sud;
- le français, le kaka et le baya pour la province de l'Est;
- le pidgin (une langue locale adaptée de l'anglais) pour les provinces du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

TABLEAU RECAPITULATIF DES PRINCIPALES EMISSIONS RADIO

EMISSIONS	RADIO	LANGUE	JOURS	HEURE	DUREE
• Rural Rendez-vous	CRTV Bamenda	anglais (pidgin)	jeudi	16h 30	30 mn
• Rural Rendez-vous	CRTV Buéa	anglais (pidgin)	vendredi	17h 45	30 mn
• Rural Rendez-vous	CRTV Buéa	anglais (pidgin)	samedi	20h 45	15mn
• Défi agro-pastoral	CRTV Yaoundé	français	lundi	21h 30	30 mn
• Défi agro-pastoral	CRTV Yaoundé	baya et kaka	mercredi	20h 40	30 mn
• Verte campagne	Radio Centre	français	jeudi	21h 00	30 mn
• Calling the Women	CRTV Yaoundé	anglais	dernier vendredi de chaque mois	18h 30	30 mn

Les heures de diffusion des émissions ne semblent pas tenir compte de la disponibilité des paysans/agriculteurs pour qui elles sont produites. Ceux que nous avons rencontrés se sont plaints de ces heures de passage car disent-ils à 16h 30, ils sont encore au champ, et quand ils sont à la maison, à 21h30 ils dorment déjà depuis plus d'une heure car ils rentrent souvent tous fatigués. De plus, l'évaluation des impacts de 1994 a révélé que très peu de paysans possèdent des postes radios pour écouter ces émissions. Un autre problème est celui de la non écoute par les femmes. D'abord, très peu d'entre elles possèdent un poste radio et celles qui en ont ne peuvent pas suivre les émissions car revenues des champs, elles sont obligées de faire la cuisine pour leur mari et les enfants.

D'autre part, les émissions radio rencontrent un problème crucial qui est lié à la faible implication des stations radio dans la conception et la production des éléments. En effet, les résultats de nos entrevues ont démontré que les arrangements pour la diffusion des messages en faveur du monde rural ont été faits jusque-là, de façon informelle à travers des relations personnelles que les responsables de l'IFC entretenaient avec les journalistes des différentes stations radio. Aucun document officiel n'institutionnalise ces émissions. Ce qui fait que les messages à diffuser sont enregistrés dans les bureaux d'INADES par le responsable de la communication, sur bandes magnétiques qui sont ensuite déposées dans les stations radio pour diffusion. Cette situation rend ces arrangements aléatoires et n'engagent aucunement les stations radios qui peuvent déprogrammer ou arrêter ces émissions à tout moment. De même, la qualité et la pertinence des messages ne sont toujours pas vérifiées au niveau des récepteurs car ils partent souvent de la radio vers les paysans/agriculteurs et très peu ou pas du tout des paysans vers la radio. Ceci est d'autant plus évident que la relation entre l'IFC et la radio se limite à une simple livraison de bandes magnétiques sur une base informelle. Il conviendrait de mettre au point des mécanismes de feed-back impliquant tous les acteurs du processus de communication à savoir les formateurs d'IFC, les journalistes et les paysans/agriculteurs.

Les heures inadaptées de diffusion des émissions, le nombre restreint de paysans possédant de postes radio, le peu de femmes agricultrices écoutant les émissions, l'inexistence d'accord formel entre l'IFC et les stations radio, et le peu d'implication des journalistes et paysans/agriculteurs dans la production des émissions constituent autant de facteurs ayant influencé négativement l'obtention des impacts des émissions radio sur l'amélioration des techniques et pratiques culturelles des paysans/agriculteurs.

5.1.3. Les voyages d'échanges

L'objectif principal du produit « voyage d'échanges » est de permettre aux paysans/agriculteurs de confronter leurs idées avec celles des autres paysans, de découvrir d'autres façons de s'organiser et de faire, pour une meilleure production, mais aussi de montrer aux autres comment ils font chez eux. Ces voyages comprennent généralement :

- des réunions et discussions de groupe;
- des visites d'exploitations agricoles;
- des discussions, des échanges d'idées et d'expériences avec les structures de développement du village visité.

Avec le retrait de l'Etat des activités d'encadrement des paysans/agriculteurs, les voyages d'échanges constituent l'un des moyens privilégiés qui leur permettent de se rencontrer pour mieux cerner les alternatives à la production cacaoyère et caféière, et à la production vivrière, d'adopter d'autres formes d'organisation afin de maintenir ou d'accroître leurs revenus.

Les voyages d'échanges sont souvent organisés à l'intention des groupes structurés relevant des diverses unions et fédérations agricoles dans les zones encadrées par l'IFC. L'initiative du choix des participants est laissée aux membres des groupements

concernés. Les frais d'organisation sont assurés pendant le projet par l'IFC et partagés avec les paysans au cours des activités d'après projet. Chaque voyage d'échanges est sanctionné par un rapport.

D'après le rapport d'évaluation des impacts de 1994, les voyages d'échanges sont le produit le mieux réussi et le plus apprécié par les paysans/agriculteurs, et qu'aucun problème particulier n'est associé à la conduite de ses activités. Mais lors de la mission de collecte des données, le principal problème soulevé par les paysans/agriculteurs reste l'applicabilité des conseils une fois de retour dans leurs villages, car d'elle dépend en grande partie l'obtention des impacts. En effet, quelques paysans/agriculteurs rencontrés dans le village de Ebogo ont déclaré rencontrer d'énormes difficultés pour la mise en pratique des différents conseils reçus lors des voyages d'échanges. Les principales causes évoquées sont le manque de moyens à leur niveau pour mettre en application tout ce qu'ils ont vu, et la rareté des actions de suivi sur le terrain de la part des formateurs de l'IFC. Bien que nous n'avons pas pu rencontrer un nombre important et varié de paysans/agriculteurs pour mesurer l'ampleur de ces problèmes auprès des coopératives et groupements ayant bénéficié du produit voyage d'échanges, on peut noter que ces deux éléments constituent des facteurs pouvant avoir des influences négatives sur les impacts.

5.1.4. Les bibliothèques

Dans le cadre du projet, un documentaliste a été formé à l'INADES-Documentation à Abidjan et chargé de gérer la bibliothèque de l'antenne d'IFC à Yaoundé et de réorganiser celle de l'antenne de Bamenda. La visite de ces deux bibliothèques nous révèle que cet objectif est loin d'être atteint.

a- La bibliothèque de l'antenne de Yaoundé

Depuis le départ du documentaliste formé, les activités documentaires se sont arrêtées. Elle a déménagé en 1994 de la salle de conférence bien spacieuse qu'elle occupait à l'étage pour une petite salle humide d'environ 3x3m. Elle est actuellement placée sous la responsabilité de la chargée de communication aidée par le chargé de l'audiovisuel qui fait office d'aide bibliothécaire. Ces deux personnes n'ayant aucune expérience en bibliothéconomie, n'arrivent pas à gérer la bibliothèque qui est restée fermée depuis lors.

Ses principales caractéristiques sont :

- fonds documentaire :

- 300 monographies vieux et non catalogués et déposés en vrac sur des étagères poussiéreuses sans système de classement; quelques nouveaux documents achetés depuis un an sont toujours dans les cartons;
- * 30 titres de périodiques non traités et dont les plus courants sont classés sur un présentoir dans le bureau de la responsable de communication;

- 3 rayons et un présentoir pour les périodiques;
- pas de fichier ni de système de classement;

Les activités d'informatisation commencées en 1994 se sont arrêtées et les bases de données créées sur Dbase4 ont disparu.

b- La bibliothèque de l'antenne de Bamenda

Elle paraît plus organisée que celle de Yaoundé. Elle occupe une salle de 4x4m assez propre avec une table de lecture et deux chaises. Il n'y a pas non plus de professionnel et elle est gérée par le chauffeur de l'antenne qui joue le rôle d'aide bibliothécaire. Ses activités se limitent à ouvrir la bibliothèque et à faire des prêts. Les documents sont classés sur les rayons à l'aide d'un système de classement « maison » alphanumérique par catégories. Ses principaux utilisateurs sont constitués des formateurs d'INADES, des chercheurs, des étudiants, des professeurs et quelques paysans de passage dans les bureaux de l'antenne.

Ses principales caractéristiques sont :

- fonds documentaire :
 - * 400 monographies
 - 45 titres de périodiques
- 3 rayons
- 3 présentoirs

il faut souligner que les deux bibliothèques sont très peu utilisées par les formateurs INADES que par les usagers externes. Selon leurs responsables, environ 3 à 5 personnes les fréquentent par semaine. Parmi ces personnes on compte quelques rares paysans. Avec ce nombre d'utilisateurs, les deux bibliothèques sont loin de remplir le rôle pour lesquels elles sont créées à savoir servir de support d'information aux formateurs et aux paysans/agriculteurs. La fermeture de la bibliothèque de l'antenne de Yaoundé et l'absence d'un professionnel pour assurer la gestion des activités constituent au tant de facteurs qui limitent leurs impacts sur le travail des cadres de l'INADES et sur l'amélioration des techniques et pratiques culturelles des paysans/agriculteurs.

5.1.5. Les résultats des recherches et les publications

Très peu d'activités de recherche ont été conduites dans le cadre du projet communication et information en faveur du monde rural. Seule une enquête sur les besoins des paysans/agriculteurs en information agricole a été conduite dans les provinces du Centre, du Sud et de l'Est de mai à août 1992. Selon la synthèse des résultats présentée dans le rapport d'activités de la deuxième année, il ressort que cette

enquête n'est basée que sur la collecte d'information sur les émissions radio. Les vrais besoins des paysans en informations agricoles sur les techniques culturales, la commercialisation, la transformation, l'épargne et le crédit agricoles, etc... ne sont pas cernés. De plus, le rapport final sur cette enquête paraît n'avoir été jamais rédigé car les responsables actuels de l'IFC ne se souviennent pas l'avoir vu. Il a été cherché en vain dans les archives et à la bibliothèque. Seule la copie manuscrite a été retrouvée dans le bureau de la responsable de la communication.

Il aurait fallu pour répondre aux attentes des paysans/agriculteurs mener des activités de recherche-action de type participatif pour impliquer ces derniers dans la détermination de leurs besoins spécifiques en information agricole. Ce sont ces besoins qui devraient déterminer la mise en oeuvre des différents produits d'information et de communication en faveur du monde rural. L'absence de ces recherches a grandement nui à l'obtention des impacts.

5.1.6. Les services rendus

Le principal service rendu par l'IFC aux paysans/agriculteurs est le suivi sur le terrain de l'application des conseils et information. Selon la stratégie d'encadrement de l'IFC, les différents formateurs font des descentes régulières sur le terrain pour suivre les paysans de leurs zones d'intervention. Au cours de ces actions de suivi, les formateurs répondent aux différentes questions des paysans surtout pour ce qui a trait à l'application des informations et conseils reçus dans les émissions radio, dans les revues et dans les voyages d'échanges. Ces suivis constituent des moments d'approfondissement et de validation des techniques apprises par les paysans mais aussi un bon élément de feedback pour les formateurs pour mesurer le degré d'apprentissage et d'assimilation des informations et expériences reçues par les paysans/agriculteurs. Mais lors de la mission, ces derniers nous ont révélé la rareté de ces visites terrain.

5.1.7. Les activités de formation

Trois actions de formation ont été réalisées dans le cadre du projet. Ce sont :

- la formation de 3 semaines du responsable communication et information de l'antenne de Yaoundé en techniques documentaires à INADES-Documentation à Abidjan. Les retombées de cette formation sont insignifiantes pour le projet car elle n'a pas permis au bénéficiaire de mettre en place un système de gestion acceptable de la bibliothèque;
- un stage de 3 semaines sur l'analyse du milieu et un séminaire sur l'autopromotion suivis par le responsable communication et information;
- la formation des formateurs de l'IFC à la rédaction des articles en français fondamental pour permettre aux lecteurs paysans/agriculteurs de comprendre le message véhiculé par les revues.

5.1.8. La durabilité des produits

L'INADES-Formation Cameroun semble posséder tous les atouts nécessaires pour faire pérenniser les différentes activités d'information et de communication en faveur du monde rural.

En effet, il bénéficie du soutien du siège de l'INADES-Formation à Abidjan et de plusieurs autres organisations internationales pour conduire les émissions radio, la publication des revues, les voyages d'échanges et pour réorganiser les bibliothèques. C'est ainsi qu'actuellement plusieurs projets financés par des bailleurs internationaux sont en cours d'exécution pour aider l'IFC dans ses activités de formation et d'information en faveur du monde rural. Cela démontre tout l'intérêt que ces bailleurs de fonds accordent à cette institution.

Ces différents soutiens lui ont permis d'obtenir après la fin de la subvention du CRDI des résultats récapitulés dans le tableau ci-après.

Tableau récapitulatif des activités réalisées de 1994 à 1997

ACTIVITES	REALISATIONS			
	1994	1995	1996	1997
Emissions radio				
* Antenne de Yaoundé	non disponible	non disponible	102	15
* Antenne de Bamenda	non disponible	non disponible	108	80
Publication de revue				
* Courrier du monde rural (Yaoundé)	4	2	2	2
* Rural Development Review (Bamenda)	2	2	2	2
Voyages d'échanges				
* Antenne (Yaoundé)	non disponible	3	0	2
* Antenne de Bamenda	non disponible	3	2	1

Mais pour assurer une plus grande durabilité à ces trois principaux produits, les responsables de l'IFC doivent revoir leur aspect qualitatif. A cet égard, ils doivent mettre en place une stratégie adéquate pour procéder à une implication plus étroite des différents acteurs de développement dans la publication des revues, les émissions radio et les voyages d'échanges. En effet le peu d'implication des paysans/agriculteurs dans la conduite des différentes activités reste l'un des points faibles du projet communicatio/information. Conscients de l'importance de leur implication dans ces activités, les paysans/agriculteurs ont réclamé selon le rapport d'évaluation des impacts de 1994, leur participation aux émissions radio.

En ce qui concerne la durabilité des activités des bibliothèques, bien que ces dernières sont encore à l'état embryonnaire, les responsables de l'IFC ayant senti l'importance de leurs rôles dans la conduite de leurs activités de formation, ont élaboré un document de projet d'un montant de 27 975 000 F CFA dont 17 050 000 F CFA de subvention sollicitée auprès de bailleurs de fonds internationaux en vue de mettre en place un centre de documentation de référence. Il aurait plutôt fallu en l'état des choses solliciter des appuis pour la mise en place d'un système intégré d'information et de communication au sein de l'INADES-Formation Cameroun, afin de répondre tant aux besoins des formateurs qu'à ceux des paysans/agriculteurs et autres partenaires au développement. Voir au chapitre 6 l'analyse des autres activités susceptibles d'améliorer la durabilité des produits.

5.2. Le rayonnement du projet

Le Projet communication et information en faveur du monde rural devrait avoir un rayonnement sur les différents types de bénéficiaires à savoir les paysans/agriculteurs des 5 provinces du Centre, Sud, Est, Nord-Ouest, et Sud-Ouest, les personnes impliquées dans le projet, les agents de vulgarisation et les ONG nationales et internationales. Au cours de la collecte des données nous avons constaté que ce rayonnement a été plus ou moins atteint.

5.2.1. Le rayonnement au niveau des zones du projet

A partir des activités du projet, les paysans/agriculteurs ont pris conscience que l'information est un élément essentiel dans le processus de développement agricole. Ceux que nous avons rencontrés nous ont déclaré qu'avant le projet, ils considéraient la radio comme un instrument de divertissement et de propagandes politiques, les revues comme des documents exclusivement réservés aux intellectuels et les voyages d'échanges comme moyen de récompenses politiques pour les dignitaires du régime dans les villages. Mais avec le développement des différentes émissions, de la publication dans les revues des réponses pertinentes à leurs réponses et surtout l'organisation des voyages d'échanges pour leur permettre de confronter leurs expériences respectives, ils se sont rendus compte que l'information et la communication constituent pour eux des « matières premières » indispensables au même titre que les semences et les engrais pour améliorer leurs conditions de vie dans les campagnes et villages.

Cette nouvelle conception des paysans du rôle de l'information et de la communication dans le processus de développement dénote d'un grand changement de mentalité et de comportement. Bien que nous n'avons pas pu rencontrer beaucoup de paysans/agriculteurs pour mesurer l'étendue de ce rayonnement typique sur l'ensemble des provinces touchées par le projet, nous pouvons affirmer que ce changement d'attitude constitue un rayonnement important sur lequel l'IFC doit se baser pour développer des outils d'information et communication adéquats pour satisfaire les nouveaux besoins des paysans/agriculteurs dans ce domaine. A cet égard une implication plus étroite des paysans/agriculteurs dans la conduite des différentes activités d'information/communication s'avère nécessaire. C'est pourquoi ces derniers ont réclamé leur participation aux émissions radio comme l'a souligné le rapport des

impacts de 1994. Cette prise de conscience est un autre type de rayonnement du projet sur les paysans/agriculteurs que l'IFC doit capitaliser pour assurer la durabilité à ces différentes activités d'information et de communication.

Le rayonnement au niveau des zones du projet devrait être plus important si la situation socio-politique et économique était apaisée. En effet, la période de 1991 à 1993 était très agitée sur le plan politique et sociale. Tous les villages étaient en proie à l'une des plus graves crises socio-politiques de l'histoire du Cameroun. Cette crise qui a engendré une montée des clivages ethniques a vu les solidarités au sein des familles et des villages se dégrader, ce qui empêchait toute action collective au niveau des villages. De même, les échanges inter-régionaux et les échanges ville-campagne étaient paralysés par les incessantes manifestations de protestation politique (opérations villes mortes) contre le pouvoir en place. Comme les actions d'information et de communication de l'IFC sont dirigées le plus souvent vers les groupements et les coopératives, on comprend bien les limites que cette situation socio-politique trouble a imposées aux activités du projet surtout en ce qui concerne la portée de son rayonnement dans les zones du projet. Cette même situation a également entravé l'obtention des impacts et des retombées du projet.

La crise socio-politique a fait naître une autre crise qui a eu une incidence néfaste sur le rayonnement dans les zones du projet. Il s'agit de la crise économique qui a frappé et frappe encore le pays. Les paysans/agriculteurs étant la couche la plus défavorisée de la population, ils ont subi de plein fouet les contre performances de cette autre crise qui a réduit presque à zéro leur pouvoir d'achat. Si on ajoute à tout cela le désengagement depuis 1992 de l'Etat des activités d'encadrement à la production agricole et à la commercialisation, surtout en ce qui concerne les produits de rente comme le café, le cacao et la banane, on peut mesurer aisément l'ampleur des facteurs néfastes ayant contribué à la limitation du rayonnement.

Un dernier élément qui a influencé négativement le rayonnement dans les zones du projet, en l'occurrence au niveau de l'utilisation des revues, est l'analphabétisme de la plupart des paysans/agriculteurs. Malgré le fait que le *Courier de l'abonné* était publié en français fondamental pour faciliter une bonne compréhension des articles par les paysans/agriculteurs, il n'en demeure pas moins que ces derniers ont éprouvé des difficultés pour maîtriser et mettre en pratique tous les conseils contenus dans les revues.

5.2.2. Le rayonnement sur les intervenants

Sur les personnes impliquées dans le projet notamment les responsables d'IFC, les formateurs, les journalistes et les membres des différents comités de rédaction, le rayonnement se traduit par la prise de conscience de l'importance de l'information pour le monde rural. En Afrique et spécialement au Cameroun, quand on parle de l'information, beaucoup de gens, et même les intellectuels pensent qu'elle est réservée à une classe privilégiée. Si grâce au projet, les différents intervenants arrivent à cette conclusion, il y a lieu de saluer cette initiative et toutes les autres qui viendront amplifier ces retombées du projet au Cameroun et dans la sous-région.

Les intervenants dans le projet ont également souligné comme rayonnement sur leur personne l'acquisition d'aptitudes et de réflexes pour organiser et gérer des systèmes d'information et de communication. A ce niveau, nous avons été informé lors de la collecte des données que certains de ces intervenants ont créé leurs propres journaux.

Quant au rayonnement sur les agents de vulgarisation travaillant dans les ministères et dans les autres ONG, il est très limité car ces agents ne se sont pas appropriés des outils développés surtout les conseils donnés dans les revues pour aider un nombre important de paysans/agriculteurs à améliorer leurs techniques et pratiques culturelles. Cette situation est sans doute due aux conséquences du désengagement de l'état des structures d'encadrement et de vulgarisation. Ces différentes conséquences sont la démotivation et l'absentéisme des agents d'encadrement et de vulgarisation.

5.2.3. Le rayonnement sur les autres ONG

L'un des aspects le plus considérable du rayonnement est celui qui a eu lieu sur les autres bureaux nationaux d'INADES-Formation. En effet, suite aux résultats encourageants obtenus par le projet surtout au niveau des voyages d'échanges, le siège d'INADES-Formation à Abidjan a encouragé la mise en place dans les autres bureaux nationaux en Afrique des stratégies pour l'organisation des voyages d'échanges. A travers un article publié dans « La lettre d'IF », n° 18 de mars 1997, la responsable des voyages d'échanges à l'antenne de Bamenda a expliqué à l'intention de ces bureaux nationaux les différentes techniques d'organisation des voyages d'échanges. N'ayant pas pu prendre contact avec des responsables d'autres bureaux nationaux d'INADES-Formation, nous ne sommes pas en mesure de dire s'ils appliquent déjà ou non la stratégie des voyages d'échanges développée par l'IFC.

Par contre au niveau national camerounais, certaines ONG ont déjà emboîté le pas à l'IFC en mettant en place des structures d'information et de communication en faveur du monde rural. Il s'agit de :

- Organisation de développement, d'études, de formation et de conseils (ODECO). Cette ONG est créée par l'ancien directeur d'IFC qui avait initié et conduit le projet information et communication. En mettant en place les activités de voyage d'échanges, l'ancien Directeur du projet a quelque modifié la stratégie qu'il avait mise en place à l'IFC. Selon lui, cette nouvelle stratégie est plus structurée et mieux maîtrisée par les paysans/agriculteurs. Dans cette stratégie, l'organisation des voyages repose entièrement sur les paysans/agriculteurs qui après avoir déterminé eux-mêmes leurs besoins, choisissent les groupements de référence à visiter dans les autres villages. Ils prennent également en charge les frais de voyage et de séjour. Cette stratégie est tout à fait le contraire de ce qui se fait à l'IFC dont les voyages d'échanges sont organisés par les formateurs.

- le CDDR, une ONG nationale qui a créé le journal « la voix du paysan ». C'est un mensuel bilingue d'information, de formation et de débat sur le monde animé par une équipe de professionnels en journalisme et en agronomie avec l'appui des paysans/agriculteurs et de plus d'une cinquantaine de collaborateurs dans tous les départements du Cameroun et même au Tchad. Ce que l'IFC ne possède pas. Le

comité de rédaction regroupe plusieurs acteurs de développement rural et économique. En analysant le N° 68 de septembre 1997, nous nous sommes rendus compte que ce journal est fourni en article sur les innovations en milieu rural que le Courrier du monde rural et le Rural Development Review. En effet, ce numéro contient des articles de fond dans le domaine de la santé-nutrition, des techniques d'élevage, des opportunités d'affaires commerciales. Il comprend également des dossiers sur les régions économiques du Cameroun, des réponses à un courrier abondant des paysans/agriculteurs.

- le Centre rural d'appui technique (CRAT). Ce centre il organise aussi des voyages d'échanges basés sur le modèle de l'IFC au profit des paysans/agriculteurs de sa zone d'action. Il a également créé une bibliothèque agricole et rurale qui prête des livres et revues aux paysans/agriculteurs. Selon le chargé de programmes que nous avons rencontré, les services de la bibliothèque sont très utilisés par les paysans/agriculteurs de la région. Si cette bibliothèque est bien utilisée par les paysans/agriculteurs, il n'y a pas de raison que celles de l'IFC ne puissent pas l'être.

Parmi les autres structures au niveau national devant bénéficier du rayonnement du projet, se trouve la politique agricole du gouvernement. Mais compte tenu du désengagement de l'Etat des structures d'encadrement à la production agricole et à la commercialisation suite à la crise économique, ce rayonnement a été presque nul.

5.3. Les impacts du projet

L'analyse des informations contenues dans les divers documents relatifs, et celle des informations collectées lors des entrevues, montrent que le projet a eu des impacts sur les bénéficiaires, les utilisateurs des différents produits, les organismes et personnes impliqués dans les activités. S'agissant de la politique agricole, les impacts ont été presque nuls.

5.3.1. Les impacts sur les paysans/agriculteurs des zones du projet

L'utilisation des produits développés dans le cadre du projet à savoir les émissions radio, les revues et spécialement les voyages d'échanges ont eu quelques impacts appréciables sur les conditions de vie des paysans. Ces impacts sont surtout présentes dans l'amélioration des techniques et pratiques culturelles, des pratiques commerciales et sanitaires dans les villages.

a- Les impacts des émissions radio

Pour les informations diffusées à travers les émissions radio, les résultats des différentes entrevues avec les paysans/agriculteurs indiquent que ses impacts sur l'amélioration des techniques culturelles restent très limitées. En effet selon les paysans/agriculteurs, très peu d'informations reçues à travers ces émissions sont mises en pratique car elles ne sont toujours pas explicites. Ils ont révélé éprouver beaucoup de difficultés pour suivre les conseils donnés. Ces difficultés sont liés soit au fait qu'ils oublient souvent ce qu'ils ont entendu, ou soit que les encadreurs et formateurs d'IFC ne sont pas souvent disponibles pour leur venir en aide. Donc découragés, ils abandonnent

les tentatives de mise en pratique. Malgré une opinion favorable des paysans/agriculteurs sur ces émissions, ils considèrent leurs impacts comme insignifiants sur leurs pratiques culturelles. Parmi les facteurs ayant influencé négativement l'obtention des impacts, on peut citer :

- l'inadaptation des heures de diffusion des émissions radio;
- la mauvaise performance des équipements qui limitent la portée des émissions;
- l'insuffisance des actions de suivi sur le terrain;
- la faible participation des paysans/agriculteurs à la production des émissions;
- la faible concertation entre les équipes de l'IFC et les partenaires des services de l'agriculture et de la radio;
- l'insuffisance de l'implication des partenaires des stations radio à la conception, la mise au point et l'arrangement des programmes
- l'absence d'un cadre officiel et formel entre l'IFC et les stations radio pour l'institutionnalisation des émissions
- l'insuffisance de postes radio dans les villages
- l'insuffisance d'accès des femmes aux émissions

b- Les impacts des revues

Tout comme pour les émissions radio, l'impact des informations et conseils véhiculés par les revues (Courrier de l'abonné/Courrier du monde rural et Rural Development Review) sur l'amélioration des techniques et pratiques culturelles, des pratiques commerciales et sanitaires dans les villages reste limité. Les résultats des entrevues menées au niveau des antennes d'IFC de Bamenda et de Yaoundé révèlent que très peu de paysans/agriculteurs ont accès à ces deux revues. Si les paysans abonnés aux cours par correspondance (environ 150) reçoivent régulièrement ces deux revues, il n'en est pas de même pour les milliers de paysans/agriculteurs dans les autres provinces du Cameroun. Selon la responsable de la communication/information de l'antenne de Yaoundé, seulement 7 paysans ont souscrit un abonnement direct à la revue Courrier du monde rural en 1997. Les responsables d'IFC ont également signalé quelques abonnements groupés de paysans au niveau de Bamenda et de certains achats directs des paysans/agriculteurs aux points de vente (selling points) installés dans d'autres ONG et chez des particuliers.

Au niveau des revues également plusieurs facteurs ont nui à l'obtention des impacts. Ce sont :

- la limitation de l'accès des paysans aux informations contenues dans les revues;
- le faible taux d'abonnement des paysans aux revues;
- l'analphabétisme d'un grand nombre de paysans/agriculteurs;
- l'accès difficile aux villages à cause du mauvais état des routes et pistes
- l'inexistence de services de poste dans les campagnes
- l'inadaptation des articles aux besoins en information des paysans/agriculteurs

Par contre, au niveau de l'amélioration des pratiques sanitaires dans les villages, les paysans/agriculteurs rencontrés dans la province de Nord-Ouest (Bamenda) ont affirmé avoir beaucoup bénéficié des conseils et informations contenus dans le numéro spécial de Rural Development Review sur la médecine traditionnelle. En suivant les remèdes décrits dans ce numéro, ils ont dit avoir constaté une nette amélioration de leur santé et de celle de leur famille. Ce qui leur a permis d'être plus productifs au champ. D'ailleurs les quatre derniers numéros spéciaux de RDR ont été réimprimés plusieurs fois pour satisfaire les nombreuses demandes en provenance des villages et des villes. Le succès remporté par le numéro spécial de RDR sur la médecine traditionnelle montre à quel point les paysans/agriculteurs même illettrés et n'ayant pas beaucoup de revenus peuvent utiliser les revues si les articles rencontrent leurs préoccupations. La faible utilisation des revues par les paysans/agriculteurs ne serait pas donc due seulement aux conditions économiques et intellectuelles (analphabétisme) de ces derniers mais plutôt engendrée par la non pertinence des articles.

c- Les impacts des voyages d'échanges

Ils ont été plus importants que ceux des deux premiers produits. Les voyages d'échanges ont été très positivement appréciés par les paysans/agriculteurs qui en ont bénéficié. Au cours de la mission, nous avons organisé deux focus group avec des membres de deux groupements dans le village de MBengwi dans la zone encadrée par l'antenne de Bamenda et dans le village de Ebogo dans la zone encadrée par l'antenne de Yaoundé pour évaluer ces différents impacts.

Dans le village de MBengwi, les membres de « Mile 17 Women's Group » composé de 11 femmes, nous ont déclaré qu'après leur voyage d'échanges auprès d'une unité de transformation d'huile de palme et de manioc à Foutah, elles ont mis en pratique les expériences acquises en créant une usine de transformation de manioc. Elles ont aussi créé un grenier et une porcherie en suivant les conseils diffusés à la radio. Après le focus group, nous avons visité l'unité de transformation de manioc, le champ de manioc, le grenier et la porcherie pour mieux apprécier les résultats obtenus après la mise en application des expériences acquises lors des voyages d'échanges. En ce qui concerne le champ de manioc, les femmes du groupement ont affirmé qu'avec les pratiques culturelles traditionnelles, le manioc mûrissait après plus de deux ans compte du climat relativement frais de la région; mais depuis qu'elles ont introduit les nouvelles techniques culturelles apprises lors du voyage d'échanges en l'occurrence, le métrage nécessaire entre les pieds des plants de manioc, la fertilisation naturelle avec les herbes séchées, elles ont gagné plus de 6 mois sur le temps de récolte du manioc.

Dans un autre village appelé Ebogo, nous avons rencontré cinq des dix membres du Groupement des agriculteurs et producteurs avicoles (GAPAE) qui ont déclaré avoir aussi amélioré les techniques culturelles et les pratiques de conservation du maïs après leur voyage d'échanges à Noum Foubah. En mettant en pratique ce qu'ils ont vu, ils ont constaté que le rendement à l'hectare a augmenté et atteint les 3 tonnes tandis que celui d'un champ traditionnel est d'environ 2 tonnes. D'autre part, la mise en pratique des techniques de conservation apprises lors de ce voyage d'échange leur a permis de construire des greniers de maïs très efficaces d'où les charançons et autres insectes

ont disparu; ce qui leur permet de disposer de la nourriture pour leur famille même en période de soudure.

D'après les témoignages des membres de ces deux groupes, ces impacts peuvent se résumer en ces termes :

- l'amélioration des techniques culturales;
- l'augmentation de la productivité
- l'amélioration des techniques de conservation du maïs
- l'augmentation de revenus par la vente du manioc, du maïs, des volailles et du porc
- l'amélioration des conditions de vie
- l'amélioration des techniques avicoles

Le rapport d'évaluation des impacts de 1994 mentionne également l'exemple d'un voyage d'échanges des membres de l'ASAD (Association de solidarité et d'action pour le développement) de la Haute-Sanaga auprès des groupements de BOSAPAL (Bureau d'orientation et de solidarité à l'action des projets paysans de la Lékié) à Sa'a du 21 au 26 juin 1993. Selon ce rapport, les paysans de la Haute-Sanaga vivent dans des zones forestières très enclavées et cultivent traditionnellement du café, cacao et des tubercules. Quant aux paysans de Sa'a, ils se trouvent dans une zone suffisamment désenclavée avec une population dynamique qui cultive le maïs en adoptant des stratégies pour lutter contre le surpeuplement et la dégradation des terres. Comme les paysans de la Haute-Sanaga ont des difficultés pour avoir des contacts avec les autres régions, le voyage à Sa'a avait pour but de leur montrer qu'au delà de la culture du café et du cacao, le maïs pouvait être une bonne alternative pour eux pour nourrir leur famille. Plusieurs questions sur les techniques culturales et de conservation du maïs ont été posées par les paysans de la Haute-Sanaga à ceux de Sa'a. Il semble qu'après ce voyage d'échanges, les paysans de la Haute-Sanaga ont introduit avec succès dans leur zone la culture du maïs. Nous n'avons pas pu vérifier ces impacts lors de notre mission car n'ayant pas assez de temps pour nous rendre dans cette région.

L'un des paramètres qui renforcerait les impacts des voyages d'échanges serait le maintien des relations intercommunautaires tissées entre les différents groupements lors de ces voyages. Mais nous n'avons pas pu vérifier ce paramètre faute de temps.

d- Les impacts des bibliothèques

Comme déjà analysées ci-dessus, les deux bibliothèques, celle de l'antenne de Bamenda et celle de l'antenne de Yaoundé n'ont pas atteint les objectifs pour lesquelles elles ont été créées. Par conséquent leurs impacts sur l'amélioration des techniques culturales, sur les pratiques commerciales et sanitaires des paysans/agriculteurs sont nulles. Les problèmes rencontrés à ce niveau, en l'occurrence l'absence d'un personnel qualifié pour la gestion des activités, la fermeture de la bibliothèque de Yaoundé, la vétusté des documents et l'absence d'un système de classement des documents, constituent des facteurs qui ont nui à l'obtention des impacts.

5.3.2. Les impacts sur l'INADES

Si les impacts sur les populations bénéficiaires sont limités, ils sont par contre considérables pour l'IFC et toutes les personnes impliquées dans la conduite des activités du projet.

D'après les données recueillies lors des différentes entrevues avec les responsables de l'IFC, les principaux impacts du projet sur l'IFC sont :

- l'appui aux activités de formation par la mise en place d'une approche formation/information. En intégrant l'information à sa principale activité qu'est la formation, l'IFC a démontré par là que l'on ne peut plus dissocier l'une de l'autre. Cette intégration lui a permis d'une part d'être plus performant dans l'atteinte des objectifs spécifiques dans ses différents domaines d'intervention, et d'autre part de rendre plus visible l'efficacité de ses actions de formation.
- l'augmentation de sa crédibilité et de sa visibilité auprès des paysans/agriculteurs et parmi les ONG intervenant dans le monde rural. La diffusion régulière des émissions radio, la publication des revues agricoles et l'organisation des voyages d'échanges ont permis à l'IFC d'être bien connue et de tisser de nombreuses relations à travers les organisations locales de développement agricole.
- l'acquisition de connaissances et d'habiletés en matière de gestion d'activités de communication et d'information en faveur du monde rural;
- l'amélioration de ses compétences en matière de formation et d'information du monde rural;
- la connaissance du monde paysan et de ses besoins en information.

Ces différents impacts constituent des acquis indéniables pour l'IFC et lui ont permis de renforcer et d'améliorer sa principale activité qu'est la formation des paysans/agriculteurs et des agents de développement. En effet grâce aux résultats obtenus par sa conduite du projet communication et information, notamment dans les domaines de la publication des revues, les émissions radios et surtout l'organisation des voyages d'échanges, l'IFC a ajouté une autre dimension à ses activités de formation. Le simple fait d'animer les émissions à caractère agricole et rurale a permis à l'INADES-Formation de se faire connaître des auditeurs qui ont fini par le surnommer INADES-INFORMATION selon les révélations du Délégué régional de l'antenne de Bamenda. Ce qui constitue un impact important sur le changement de mentalité des bénéficiaires dans un milieu rural habitué à voir les attributs de l'information réservés uniquement au ministère de la communication. Avec les activités d'information et de communication, l'IFC a su trouver un support indispensable pour la bonne conduite de ses activités de formation, car comme l'a reconnu le Directeur national, il ne peut y avoir d'action de formation sans information et communication. Bien sûr, sans le projet information/communication, l'IFC pourrait continuer ses actions de formation mais le support que cette seconde dimension lui a apporté ferait défaut et les

résultats obtenus dans ses différents domaines d'intervention s'en ressentiraient. C'est conscient de cette situation que même après l'arrêt de la subvention du CRDI, l'IFC a continué les activités d'information et de communication pour maintenir un contact étroit avec les paysans/agriculteurs dans le processus de formation.

Sur les personnes impliquées dans le projet en l'occurrence les formateurs IFC, les journalistes, les entrevues ont permis de retenir les impacts suivants :

- l'acquisition d'expériences en techniques de rédaction d'articles et de création de journaux;
- l'acquisition d'expériences en production et en animation d'émissions radio;
- l'acquisition d'expériences de communication avec les paysans/agriculteurs;
- l'amélioration de la capacité de synthèse des informations à communiquer à travers les émissions radio;
- l'amélioration des relations de coopération et d'amitié;
- l'amélioration et/ou le changement de statut professionnel;
- l'acquisition d'expériences et de compétences pour la création et la gestion d'ONG.

Certaines de ces personnes ont témoigné que les expériences acquises dans le cadre du projet communication et information en faveur du monde rural leur ont permis d'améliorer leur statut professionnel en créant eux mêmes des ONG ou des journaux. C'est le cas de l'ancien directeur du projet qui nous a confié avoir créé sa propre ONG à partir des expériences acquises lors de sa conduite du projet. Son ONG mène également des activités de voyages d'échanges à l'intention des paysans/agriculteurs. De même, la dernière responsable de la communication et de l'information de l'antenne de Bamenda (qui a quitté également le projet) nous a révélé qu'après avoir élaboré le numéro spécial de Rural Development Review sur la médecine traditionnelle, elle s'est par la suite spécialisée dans ce domaine en publiant d'autres revues à l'intention des ONG pour aider les femmes à prendre en charge le problème de santé de leur famille avec les plantes. Elle a même créé une exploitation agricole de plantes médicinales pour poursuivre les recherches. Ces différents acquis (expériences et amélioration de connaissances et de statut professionnel), montrent le degré satisfaisant des impacts du projet sur les personnes impliquées dans les différentes activités. Bien que certaines d'entre elles ont quitté le projet, elles ont toujours gardé et mis en pratique les différents acquis obtenus.

5.3.3. Les impacts sur les animateurs et agents de vulgarisation agricole des structures étatiques et des ONG

Prévue dans le document de projet comme l'une des impacts importantes à obtenir, l'utilisation des différents produits d'information et de communication par les animateurs, agents de vulgarisation et formateurs des structures étatiques et des ONG n'a pas été

suffisamment évaluée. La raison est que nous n'avons pu rencontré que deux encadreurs de CRAT dans le village de Sa'a. Il faut souligner que les rencontres ont été très difficiles à obtenir compte tenu des activités politiques de la période préélectorale au Cameroun. Beaucoup de gens étaient occupés par des meetings politiques. Néanmoins les deux encadreurs rencontrés ont affirmé avoir souvent utilisé les informations contenues dans les revues pour aider les paysans à améliorer leurs techniques culturales. D'autre part, ils ont révélé que lors des visites sur le terrain, ils aident les paysans/agriculteurs qui rencontrent des difficultés pour appliquer les conseils qu'ils ont entendus à la radio. Sur leurs personnes mêmes, ils ont signalé comme impacts l'acquisition d'expériences en matière d'information en faveur du monde rural.

6. AMELIORATION DES RETOMBÉES DU PROJET

6.1. Les facteurs susceptibles d'améliorer les retombées du projet

L'existence du soutien du siège de l'INADES-Formation à Abidjan et de plusieurs autres organisations internationales pour poursuivre les émissions radio, la publication des revues, l'organisation des voyages d'échanges et la réorganisation des bibliothèques constitue l'une des conditions favorables qui pourraient renforcer les déterminants des retombées du projet.

Un deuxième facteur devant améliorer ces retombées serait l'intégration des différents produits d'information et de communication dans la politique gouvernementale de vulgarisation et d'encadrement. Les agents encadreurs et les vulgarisateurs des services étatiques et des ONG devraient se servir des produits développés dans le cadre du projet pour aider les paysans/agriculteurs à améliorer les techniques et pratiques culturales. Or l'appropriation à leur niveau de ces outils a été très dérisoire.

Un troisième facteur serait la détermination par une série d'études et de recherches des besoins spécifiques des paysans/agriculteurs en information agricole et des canaux appropriés pour assurer une meilleure diffusion à cette information.

D'autres facteurs non moins importants liés à la recherche de solutions pour régler les différents problèmes rencontrés dans la gestion du projet contribueraient également à l'amélioration des retombées. Ces problèmes se retrouvent au niveau des publications de revues, des émissions radios, des visites d'échanges et de la gestion des bibliothèques.

6.1.1. Les facteurs susceptibles d'améliorer les retombées du projet au niveau des émissions radio

Compte tenu de l'analphabétisme de la plupart des paysans et de la tradition orale très accentuée dans les villages, la radio reste pour l'instant le moyen le plus efficace pour atteindre les populations rurales. A cet effet le facteur indispensable qui contribuerait à renforcer les déterminants des retombées des émissions radio serait la création d'une structure de radios rurales par les autorités gouvernementales et les ONG comme l'IFC avec l'appui des bailleurs de fonds internationaux. A l'instar d'autres pays africains qui ont déjà mis en place des structures de radios rurales, elles seront animées par des

équipes composées de paysans/agriculteurs, d'ingénieurs agronomes, d'encadreurs et de formateurs des ONG, de journalistes, etc...

Le CRDI ayant déjà une expérience dans ce domaine, son rôle serait déterminant dans la conception et la mise en place d'un tel système de radios rurales à l'intention des paysans/agriculteurs camerounais. Il servira de coordonnateur des activités des autres bailleurs de fonds devant participer au financement des activités.

6.1.2. Les facteurs susceptibles d'améliorer les retombées du projet au niveau de la publication des revues

Deux facteurs principaux méritent d'être retenus pour permettre aux revues « Courrier du monde rural » et « Rural Development Review » d'être de véritables véhicules d'information en faveur du monde rural. Il s'agit de :

- la connaissance et la maîtrise des besoins spécifiques des paysans/agriculteurs en information agricole. Cette connaissance permettrait au comité de rédaction de choisir des thèmes et sujets répondant aux préoccupations des paysans/agriculteurs;
- la mise en place d'une stratégie efficace de diffusion des revues. Cette stratégie engloberait entre autres actions, la création de relais fonctionnels dans les villages auprès des groupements et coopératives de paysans, auprès d'autres ONG partenaires et dans les structures étatiques de vulgarisation et d'encadrement.

6.1.3. Les facteurs susceptibles d'améliorer les retombées du projet au niveau des voyages d'échanges

De tous les produits développés par l'IFC, les voyages d'échanges ont eu le plus grand nombre d'impact sur les populations bénéficiaires. Mais pour leur permettre d'avoir de plus grandes retombées, il faudrait les améliorer par :

- une plus grande participation des paysans/agriculteurs à toutes les phases d'organisation de ces voyages d'échanges;
- l'augmentation de leur nombre par année
- le suivi régulier sur le terrain par les formateurs de la mise en pratique des expériences et techniques apprises.

6.1.4. Les facteurs susceptibles d'améliorer les retombées du projet au niveau des bibliothèques

Les deux bibliothèques n'ont pas atteint les objectifs pour lesquels elles ont été créées. Les facteurs devant améliorer leurs retombées sont :

- le recrutement d'un personnel qualifié en documentation et sciences de l'information pour la gestion des activités
- l'affectation d'un budget conséquent pour l'achat des documents pertinents répondant aux besoins des formateurs et paysans/agriculteurs
- l'affectation d'un local approprié à Yaoundé et Bamenda pour les abriter.

6.2. Enseignements à tirer pour favoriser les retombées dans des projets semblables

Pour d'autres projets semblables qui adopteraient la même méthodologie d'approche que celle du projet information et communication en faveur du monde rural, le principal enseignement qui devrait les aider à avoir plus de retombées serait la conduite d'une série de recherches préalables approfondies. Les résultats de ces recherches permettraient aux responsables du projet de déterminer d'une part les besoins spécifiques des besoins des paysans/agriculteurs en information agricole et rurale, et d'autre part d'identifier les canaux appropriés pour assurer une diffusion efficace de ces informations à l'endroit du monde rural.

7. RELATIONS PUBLIQUES

Le projet communication et information en faveur du monde rural au Cameroun bien qu'ayant des impacts limitées sur l'amélioration des conditions de vie des paysans/agriculteurs, peut servir d'instrument de campagne d'information publique pour le CRDI au Canada et dans le reste du monde. Les impacts sur lesquels le CRDI baserait sa stratégie de relations publiques serait ceux obtenus par les voyages d'échanges qui ont permis à bon nombre de coopératives et groupements agricoles d'améliorer leurs techniques et pratiques culturelles.

8. CONCLUSIONS

8.1. Conclusions sur la méthodologie de l'étude

8.1.1. Commentaires sur la pertinence et l'utilité du cadre et des méthodologies d'évaluation

La méthodologie des évaluations des impacts comprend des étapes qui lui confèrent une pertinence indéniable. Nos commentaires sur cette pertinence et l'utilité du cadre d'évaluation porteront sur le choix des consultants, la durée des études et les différents documents de cadre analytique et conceptuel.

a- Le choix des consultants locaux connaissant les régions dans lesquelles se sont dérouler les projets a grandement contribué à faciliter la collecte des informations, la rencontre avec les partenaires impliqués dans le projet et surtout avec les paysans. Un consultant étranger à la zone du projet et ne connaissant pas les mentalités des personnes impliquées dans le projet et surtout les mentalités et les traditions des paysans auraient sans doute plus de difficultés pour la collecte des informations. Sa période d'adaptation et d'acceptation par le milieu paysan serait très long, ce qui nécessiterait beaucoup plus de temps pour la conduite de la mission.

b- Le temps imparti pour la conduite des études de cas paraît assez relativement court. Compte tenu de l'importance accordée par le CRDI aux évaluations des impacts sur les projets, il aurait fallu accorder plus de temps au consultant pour mieux préparer la mission, la conduire sur le terrain et pour rédiger un rapport analytique cohérent, bien documenté et satisfaisant. La contrainte temps a impliqué de notre part un travail intensif de collecte, d'analyse et de rédaction qui a pu affecter dans une certaine mesure la perception de certains impacts. D'autre part, la programmation des durées des missions sur le terrain pour les deux cas à savoir « moustiquaires imprégnées et le contrôle communautaire du paludisme au Bénin » et « Information et communication en faveur du monde rural au Cameroun » n'a pas tenu compte du fait qu'une bonne partie de ces projets s'est déroulée à l'intérieur des pays et que nous serions obligé de rencontrer les intervenants dans les capitales et les zones des projets, et surtout de rencontrer des bénéficiaires dans des villages souvent reculés et difficiles d'accès. Pour mener à bien la collecte d'information sur ces deux projets, nous avons voyagé par la route à plus de 500 Km de la capitale pour le cas de Cameroun et à environ 250 Km pour le cas du Bénin. Ce temps relativement court ne nous a pas permis non plus de nous préparer suffisamment pour la conduite des études de cas. Par exemple, le fax devant informer les responsables du projet du Cameroun de notre arrivée a été envoyé le jour même de notre départ de Lomé pour Yaoundé. Ce qui a fait qu'aucun rendez-vous avec les intervenants, les bénéficiaires et les utilisateurs n'était arrangé avant notre arrivée.

c- Les différents documents de cadre analytique et conceptuel (les termes de référence, le Concept paper, et le Framework for the evaluation of use and impact of IDRC projects) mis à la disposition du consultant sont très pertinents et utiles. Ils ont servi de guides importants dans la réalisation des études de cas sur les impacts. Toutefois le document Concept paper contient des concepts qui sont très abstraits et difficiles à mesurer ou à obtenir dans certains cas. Il convient de souligner que l'explication du phénomène social (impact sur l'amélioration de la qualité de vie par exemple) et du changement de comportement des individus dans le cadre d'un projet est complexe et peut échapper à l'analyse scientifique surtout avec un cadre d'évaluation dont les concepts ne sont pas très clairs. S'agissant de l'annexe 2 des termes de références relative à la proposition de présentation du rapport, les annotations de certaines parties comportent des redondances. En suivant scrupuleusement ses différentes parties, le rapport comporterait beaucoup de redites.

8.1.2. Propositions d'amélioration du cadre et des méthodologies d'évaluation pour les études subséquentes

Pour permettre au CRDI d'améliorer le cadre et la méthodologie pour les études de cas subséquentes, nous formulons les propositions suivantes :

a- Propositions relatives au temps imparti pour la conduite des études

Afin de permettre au consultant de mener à bien les évaluations des impacts des projets, il faudrait tenir compte des éléments suivants:

- identifier à temps le consultant et lui envoyer les documents de cadre et de conception, les documents relatifs au projet (document de projet, rapports d'activité et d'évaluation...) au moins deux semaines avant le début de la mission. Il bénéficierait par conséquent d'un temps suffisant pour préparer la mission. Pendant ce temps, il sera en contact permanent avec l'unité de l'évaluation du CRDI pour valider certains concepts et informations. Cette période de préparation, lui permettra également de prendre suffisamment à l'avance contact avec les responsables du projet en leur communiquant le programme de la mission afin qu'ils puissent négocier les rendez-vous nécessaires avant son arrivée.
- accorder au moins dix jours au consultant pour la collecte d'information sur le terrain et l'analyse des données. Cette durée lui permettra de mieux planifier les rencontres et de visiter les différentes réalisations et d'interviewer un grand nombre d'utilisateurs et de bénéficiaires qui sont souvent dans des villages reculés et difficiles d'accès.
- accorder 15 jours au consultant pour la rédaction des rapports préliminaires et finals pour chaque étude de cas.

b- Propositions relatives au Concept paper et aux termes de références

La rédaction par le consultant d'une étude de cas satisfaisante sur les impacts passe par l'amélioration du contenu des principaux documents de cadre et de conception que sont le Concept paper et la proposition de présentation des rapports. Le contenu de ces deux documents devrait être revu et corrigé, et les termes et concepts mieux expliqués afin de leur enlever toute ambiguïté et redondance. De même, pour permettre une bonne compréhension de ces termes et concepts, le document de Concept paper rédigé uniquement en anglais devrait être traduit dans les langues de travail des consultants. Ce qui réduirait beaucoup le degré d'ambiguïté de certaines expressions en anglais.

8.2. Conclusions sur les éléments du projet

Ces conclusions portent sur les facteurs ayant contribué ou nui à l'obtention des impacts sur les différents produits et qui pourraient être extrapolés dans leur application à l'ensemble des projets financés par le CRDI à travers le monde en développement.

8.2.1. Conclusions relatives aux objectifs

L'absence dans les objectifs spécifiques du projet d'un objectif de recherche pouvant permettre la conduite d'une série d'études sur les besoins en information et en communication des paysans/agriculteurs et sur les canaux appropriés de diffusion de l'information est un facteur qui a nui à l'obtention des impacts du projet. La conduite d'activités de recherche conséquentes constituerait un facteur important qui engendrerait des stratégies plus efficaces pour les émissions radio, la publication des revues, l'organisation des voyages d'échanges et la gestion des bibliothèques. Cette activité a pourtant été recommandée par l'évaluation finale de la deuxième phase.

8.2.2. Conclusions relatives aux stratégies

Au niveau des stratégies mises en place pour la conduite des activités, la création d'un comité de rédaction ayant pour rôle de choisir les thèmes, sujets et périodes des émissions radio et de la publication des revues a quelque peu contribué à l'obtention d'impact plus ou moins positives. Mais l'inactivité qui l'avait caractérisée pendant le projet a fait que seuls les deux responsables de l'information/communication à Bamenda et Yaoundé choisissaient les thèmes et sujets des revues et émissions radio.

Par contre, la grande mobilité du personnel engagé dans le projet (on a signalé quatre départs de cadres au cours du projet) a quant à elle influencé négativement les impacts.

8.2.3. Conclusions relatives aux intrants

Les facteurs ayant contribué à l'obtention des impacts au niveau des intrants sont :

- l'aide financière du CRDI : dans ses efforts d'aide aux plus démunis, le CRDI a mis à la disposition du projet communication et information en faveur du monde rural au Cameroun des ressources financières adéquates qui ont pour la conduite des activités.
- le soutien du siège de l'INADES-Formation et d'autres bailleurs de fonds qui a permis de continuer les émissions radio, les publications de revues et l'organisation des voyages d'échanges après l'arrêt de la subvention du CRDI

Les facteurs ayant par contre nui à l'obtention des impacts à niveau sont :

- la faible implication des journalistes et des paysans/agriculteurs dans la conception et la réalisation des émissions radio, et des paysans/agriculteurs dans la publication des revues;
- l'insuffisance des activités de suivi sur le terrain pour contrôler la mise en pratique des informations reçues à travers les émissions radio et les revues, et les expériences acquises dans les voyages d'échanges.

8.2.4. Conclusions relatives aux produits

Au niveau des produits, le facteur principal ayant aidé à l'obtention des impacts est la durabilité des produits assurée par les propres moyens de l'IFC après l'arrêt de la subvention du CRDI.

Quant aux facteurs pouvant nuire à l'obtention des impacts, ils sont :

- la faiblesse de l'accès des paysans/agriculteurs aux informations diffusées par la radio et celles contenues dans les revues
- l'inorganisation des bibliothèques

8.2.5. Conclusions relatives au rayonnement

Au niveau du rayonnement, le facteur pouvant aider à l'obtention des impacts reste le fait que chaque semaine la radio nationale diffuse à travers tout le pays des émissions préparées par les formateurs de l'IFC à l'endroit du monde rural. Souvent au cours des diffusions ces émissions mettent en exergue les autres activités de l'IFC. Un autre facteur à signaler serait l'effet « boule de neige » qu'auront dans les villages les résultats obtenus par les paysans/agriculteurs suite aux expériences vécues dans les voyages d'échanges.

Par contre, la crise socio-politique qui sévit dans le pays depuis 1991 et qui a engendré des clivages tribalistes entre les villages constitue un facteur important de limitation du rayonnement national du projet.

8.3. Conclusions sur les résultats

Les résultats de l'évaluation des impacts suggèrent que toutes les activités prévues dans le cadre du projet communication et information en faveur du monde rural ont été réalisées et que les objectifs qui lui sont assignés sont atteints en grande partie pour les voyages d'échanges, partiellement pour les émissions radio et la publication des revues et pas du tout pour la gestion des bibliothèques des antennes de Yaoundé et de Bamenda. La réalisation de ces activités ont engendré des retombées et impacts plus ou moins importantes sur les domaines, les secteurs et les bénéficiaires.

8.3.1. Conclusions relatives aux retombées et impacts sur les domaines

Le domaine qui a le plus bénéficié de retombées et d'impacts dans le cadre de ce projet reste et demeure les biens publics et la qualité de vie. En effet l'amélioration des techniques et pratiques culturelles, et des pratiques sanitaires ont entraîné une amélioration des conditions de vie des paysans/agriculteurs dans les villages. Ces améliorations ont été au centre de tous les témoignages recueillis pendant l'enquête terrain auprès des bénéficiaires, utilisateurs, intervenants et autres partenaires du projet. Les résultats de l'évaluation montrent que ces impacts sont visibles tant sur les populations cibles que sur les intervenants locaux.

Sur les populations cibles, les principales impacts sont :

- l'amélioration des techniques culturales;
- l'augmentation de la productivité
- l'amélioration des techniques de conservation du maïs
- l'augmentation de revenus par la vente du manioc, du maïs, des volailles et du porc
- l'amélioration des conditions de vie
- l'amélioration des techniques avicoles

8.3.2. Conclusions relatives aux retombées et impacts sur les secteurs

Le secteur agricole camerounais devrait bénéficier des retombées et impacts du projet par :

- un appui aux activités de formation de l'IFC par la mise en place d'une approche formation/information en vue de rendre plus visible l'efficacité des actions de formation dispensées par cette ONG;
- l'utilisation par les animateurs, agents de vulgarisation et formateurs d'informations scientifiques et techniques synthétisées et restructurées pour encadrer les paysans/agriculteurs en vue de l'amélioration de leurs techniques culturales;
- l'amélioration des pratiques culturales, sanitaires et autres des paysans/agriculteurs.

Or les résultats de l'évaluation des impacts a montré que ces objectifs sont loin d'être atteints. En effet le secteur agricole camerounais a très peu bénéficié des retombées et impacts du projet. Cet état de chose est dû à la non implication des services agricoles gouvernementaux tels que les instituts de recherche agronomique et le service de vulgarisation et d'encadrement du ministère de l'agriculture et des ONG dans la conception et la réalisation des principaux produits (émissions radio, publication de revues et organisation des voyages d'échanges). L'utilisation de ces produits sur le terrain par les agents vulgarisateurs et encadreurs pour aider les paysans/agriculteurs à améliorer leurs pratiques et techniques culturales reste donc très limitée.

D'autre part, le désengagement de l'Etat des structures d'encadrement à la production agricole et à la commercialisation, et la crise économique doublée d'une crise socio-politique qui sévit actuellement dans le pays constituent les principaux facteurs ayant influencé négativement le rayonnement et les impacts sur le secteur agricole.

8.3.3. Conclusions relatives aux retombées et impacts sur les bénéficiaires

a- Les impacts sur les individus

Elles se caractérisent par :

- l'acquisition d'expériences en techniques de rédaction d'articles et de création de journaux
- l'acquisition d'expériences en production et en animation d'émissions radio;
- l'acquisition d'expériences de communication avec les paysans/agriculteurs;
- l'amélioration de la capacité de synthèse des informations à communiquer à travers les émissions radio
- l'amélioration des relations de coopération et d'amitié
- l'amélioration ou changement de statut professionnel grâce aux expériences acquises dans le cadre du projet
- l'acquisition d'expériences et de compétences pour la création et la gestion d'une ONG

b- Les impacts et retombées sur l'INADES-Formation Cameroun

Ce sont :

- l'appui informationnel aux activités de formation sur le terrain
- l'augmentation de sa crédibilité et de sa visibilité auprès des paysans/agriculteurs et parmi les ONG intervenant dans le monde rural par la diffusion régulière des émissions radio, la publication des revues agricoles et par l'organisation des voyages d'échanges;
- l'acquisition de connaissances et d'habiletés en matière de gestion d'activités de communication et information en faveur du monde rural;
- l'amélioration de ses compétences en matière de formation et d'information du monde rural
- la connaissance du monde paysan et de ses besoins en information

c- Les impacts et retombées sur le pays

Malgré le fait que les services gouvernementaux ne se sont pas appropriés des quelques résultats obtenus par le projet, certains ONG nationales ont déjà opté pour les principaux produits d'information et de communication développés par l'IFC. Elles ont même amélioré les produits comme la publication de revues et les voyages d'échanges en les adaptant aux besoins des paysans/agriculteurs. Ces ONG sont l'ODECO créée par l'ancien directeur d'IFC, l'ONG nationale qui a créé le journal mensuel et bilingue « la voix du paysan » animé par une équipe de professionnels en journalisme et en agronomie et le CRAT qui a créé une bibliothèque rurale et organise aussi des voyages d'échanges.

LES ANNEXES

ANNEXE 1

MANDAT DE L'ETUDE DE CAS

TERMES DE RÉFÉRENCES

MANDAT

Évaluation des impacts des projets du CRDI portant sur les biens publics et les politiques

Étude de cas faite par un consultant

1. CONTEXTE DE ÉTUDE

1.1. Depuis sa création à la fin des années 1960, le CRDI a participé à plus de 5000 activités de recherche dans le monde en développement. Bien que le Centre ait investi des ressources considérables pour évaluer son travail, il n'a pas mené d'étude précise sur les impacts des projets et des initiatives qu'il a financés. Il est temps, désormais, de mieux comprendre l'influence qu'ont pu avoir ses activités de recherche au cours des 25 dernières années.

1.2. En voulant comprendre la nature et l'étendue des impacts de la recherche qu'il finance, le Centre vise différents objectifs :

- déterminer les moyens par lesquels la recherche contribue au développement socio-économique national et les facteurs qui favorisent ou entravent ses impacts;

- mieux connaître les types d'influence qu'exerce cette recherche sur les programmes de développement et sur la capacité de recherche des pays en développement;

- se servir des connaissances accumulées pour améliorer ses propres pratiques et faire connaître à ses partenaires internationaux et au public canadien l'importance et la qualité de ce type d'intervention.

2. OBJECTIFS DE ÉTUDE

2.1 L'étude générale du Centre sur l'évaluation des impacts vise à analyser les résultats tangibles des investissements du CRDI dans la recherche et le travail des chercheurs au fil des ans, c'est-à-dire leur effet sur le processus de développement. L'étude servira à comprendre à fond comment la recherche sur le développement, telle que financée par le Centre, a contribué à améliorer la vie des gens et, ainsi, a permis au Centre de remplir plus efficacement son rôle d'organisme de développement et de diffuseur de connaissances.

2.2 Pour atteindre cet objectif d'une grande portée, la Section de l'évaluation du Centre entreprend plusieurs initiatives qui lui permettront d'examiner les différentes façons dont les impacts peuvent être engendrées, qui est visé, par elles, et les facteurs positifs et négatifs qui influencent leur réalisation et leur rayonnement. Une

série d'études de cas sera effectuée pour examiner les différents types de projets financés par le Centre, dans divers secteurs ou régions, et dont les produits varient, comme les produits et les services commercialisables, les technologies de l'information et de la communication, les apports à la qualité de la vie et aux biens publics, et l'élaboration de politiques.

2.3. Les services requis par le présent contrat consistent en la conception, la réalisation et la synthèse d'études de cas sur différents projets, essentiellement sur les deux derniers types de résultats (les biens publics et la qualité de la vie, et l'élaboration de politiques), et cela dans toutes les régions où oeuvre le CRDI, dans chacune de ses grandes disciplines. Il n'est pas question ici d'évaluer les projets choisis pour faire l'objet d'études de cas, mais plutôt d'utiliser ces expériences comme point de départ concret pour étudier la nature des impacts de la recherche et les facteurs qui les influencent.

2.4 Les objectifs spécifiques des études de cas sont les suivants :

2.4.1 documenter et analyser les produits, le rayonnement et les impacts des projets du Centre qui visent des résultats dans le domaine des biens publics et de la qualité de la vie et dans celui de l'élaboration de politiques;

2.4.2 déterminer les facteurs liés au contexte, à la conception et à l'exécution de ces projets qui ont exercé une influence sur les différents types des impacts obtenus et en ont favorisé la portée et la qualité, ou y ont nui;

2.4.3 faire une synthèse, en se fondant sur les différents cas, des caractéristiques générales des impacts des activités de recherche financées par le CRDI et des facteurs qui les influencent;

2.4.4 faire des recommandations, à partir de cette synthèse, pour améliorer l'élaboration et la gestion des projets de recherche, dans le but d'en optimiser les impacts;

2.4.5 concevoir un schéma convivial devant servir à évaluer et à favoriser les impacts de la recherche au service du développement; et

2.4.6 déterminer et documenter les cas qui pourraient être retenus pour les stratégies d'information publique du CRDI.

3. BUT DE ÉTUDE DU CONSULTANT

3.1 Madame Anne Bernard, Ph. D., coordonnera ce projet à Ottawa, Canada. Les études de cas seront effectuées dans les régions par des chercheurs locaux dans la mesure du possible. Chaque consultant assistera à une séance d'orientation animée par la coordonnatrice du projet (ou par le personnel de la Section de l'évaluation) et devra rendre compte à la coordonnatrice.

3.2 Chaque consultant sera responsable de l'élaboration et de l'exécution de l'étude de cas et devra produire une analyse cohérente, bien documentée et satisfaisante de la nature et de l'étendue des impacts du projet étudié. Une fois de plus, l'analyse ne vise pas à évaluer le projet comme tel, mais plutôt à déterminer, à retracer et à évaluer les types des impacts du projet, à déterminer si ces dernières auraient pu être plus nombreuses ou plus importantes et à expliquer pourquoi.

3.3 Pour atteindre ce but, selon le cadre analytique et les définitions que l'on retrouve dans le document ci-joint portant sur la conception et le cadre de travail, le consultant devra :

3.3.1 documenter et analyser les produits, le rayonnement et les impacts des projets du Centre (mentionnés à l'Annexe 1) qui visent des résultats dans le domaine des biens publics et de la qualité de la vie et/ou dans celui de l'élaboration de politiques;

3.3.2 déterminer les facteurs liés au contexte, à la conception et à l'exécution de ces projets qui ont exercé une influence sur les différents types des impacts obtenus et en ont favorisé la portée et la qualité ou y ont nui; et

3.3.3 produire un examen analytique cohérent, bien documenté et satisfaisant des impacts de la recherche au service du développement (exemple de présentation du rapport à l'Annexe 2).

4. TACHES DU CONSULTANT

Pour atteindre les objectifs mentionnés ci-dessus, le consultant devra entreprendre les tâches suivantes - (et) dans la mesure du possible, en restant en contact avec la coordonnatrice :

4.1 prendre contact avec la coordonnatrice ou l'agent de la Section de l'évaluation pour examiner les objectifs, la démarche et les tâches de l'étude de cas, et pour faire des rapports d'étape;

4.2 procéder à une étude préliminaire du dossier (voir Annexe 1), à un examen des rapports de fin de projet du CRDI, des évaluations déjà faites et de tous les autres documents pertinents reliés aux projets analysés (la coordonnatrice et la Section de l'évaluation faciliteront l'accès à ces documents);

4.3 établir et présenter, au cours de la semaine suivant la signature du contrat, un plan de travail pour chacune des études de cas comprenant une liste de personnes-ressources, un échéancier et une méthode de cueillette de données (suffisamment souple pour rendre compte de l'effet d'entraînement des projets), ainsi que la date prévue pour le dépôt du rapport (voir date de parachèvement de ce contrat à la section 6.1);

4.4 identifier, rejoindre et interviewer, dans toute la mesure du possible, les employés du CRDI, les employés du projet, les organismes participants, les

institutions gouvernementales, les utilisateurs des résultats de la recherche et les bénéficiaires qui ont joué un rôle;

4.5 recueillir des données sur les thèmes et les sujets mentionnés à la section 5, au moyen d'entretiens en profondeur (ou de rencontres en groupe, selon le cas).

4.6 faire des rapports d'étape et communiquer les conclusions préliminaires au personnel local du projet.

4.7 rédiger une étude de cas, selon les grandes lignes du modèle d'étude de cas ci-joint.

5. THÈMES ET SUJETS DES ÉTUDES DE CAS

5.1 Dans l'ensemble, chaque étude de cas cherchera à déterminer les retombées du projet ciblé, selon le point de vue des personnes ayant travaillé à sa conception et à son exécution, ou de celles qui les utilisent ou en bénéficient, ainsi que les aspects les plus variés possible du projet pouvant être utiles à l'analyse. Il faudra donc déterminer et analyser les grands éléments suivants :

5.1.1 le contexte du projet (par exemple, la nature des milieux de développement et de recherche), le problème de développement à l'origine de ce projet et les caractéristiques de l'institution et de l'équipe de recherche;

5.1.2 les objectifs et les stratégies du projet (conception et méthodes) et les moyens (par exemple, les ressources financières et techniques fournies par le CRDI, le bénéficiaire ou d'autres);

5.1.3 les produits prévus et imprévus du projet - les produits, services et procédés engendrés aussi bien au cours de la recherche qu'à sa conclusion - y compris l'acquisition de connaissances, les compétences individuelles et institutionnelles, les rapports de pouvoir et de collaboration, les liens entre les politiques et les pratiques, les modifications de pratiques, de contenu des politiques et de procédures;

5.1.4 le rayonnement du projet - les individus, les groupes et les systèmes de politiques touchés par les différents produits de la recherche, en cours de réalisation et une fois le projet terminé (dans l'immédiat et, dans la mesure du possible, à long terme);

5.1.5 les impacts du projet - telles que les perçoivent ceux sur qui le projet a des effets, soit les manières dont le projet permet d'améliorer les choses pour les individus, les groupes et les systèmes de politiques. Ce ne sont pas tous les produits qui ont des impacts. Et un projet peut avoir plusieurs impacts sans que ce qui en émane soit signalé, par exemple de nouvelles relations inter-organismes tissées lors de la participation à des ateliers de formation en recherche.

6. ÉCHÉANCIER ET PLAN D'EXÉCUTION

6.1 L'étude de cas effectuée en vertu du présent contrat sera achevée et il y aura présentation des premières ébauches entre le moment de la signature du contrat et le 5 octobre 1997 et elle exigera au total 7 jours de travail sur le terrain au Bénin. Les rapports finals, après avoir été examinés par la coordonnatrice, seront remis avant la date à laquelle prend fin le présent contrat, soit le 15 octobre 1997.

6.2 Le consultant sera responsable d'organiser les rencontres et autres, avec l'aide de la coordonnatrice ou du CRDI s'il y a lieu.

7. TITRES DES PROJETS DES ÉTUDES DE CAS

Les études de cas dont vous êtes chargé porte sur les projets « Moustiquaires imprégnées » de l'Organisation savaloise pour la solidarité dans le développement (projet no 92-1052 du CRDI) et « Information and Communication aimed at the Rural People of Cameroon » (project no 91-0190 du CRDI). Ces projets ont été choisis pour ses liens directs avec la qualité de la vie des collectivités au Bénin y le Cameroun.

8. PRESENTATION PROPOSEE POUR L'ELABORATION DU RAPPORT SUR L'ÉTUDE DE CAS

Remarques :

Les descriptions devraient être courtes et concises. Tous les renseignements détaillés et les analyses devraient se trouver en annexe. Les renseignements détaillés pourraient être présentés sous forme de tableau récapitulatif ou de schéma dans le rapport lui-même. Le rapport doit porter sur les éléments initiaux et analytiques.

La longueur des pages proposée devrait servir de guide et être considérée comme la longueur maximale.

8.O. Points saillants (1 page)

Sommaire de l'évaluation des impacts de l'ensemble des projets faisant l'objet de l'étude de cas.

Sommaire des enseignements tirés pour l'amélioration des impacts des projets.
Observations sur la démarche et les méthodologies employées pour l'évaluation des impacts.

8.1.0 Contexte (1/2 page)

Sommaire de l'historique et de l'objectif de l'enquête et de l'étude de cas.
Sources : mandat, séance d'information, documentation préliminaire.

8.2.0 Méthodologie (1/2 page)

Sommaire de la méthodologie utilisée pour l'étude de cas-cadre d'évaluation, document de conception, documents de discussion, pays visités, personnes interviewées, documents examinés, etc.

Sources : itinéraire de voyage, liste des personnes interviewées, liste des documents examinés-en annexe.

8.3.0 Numéro et titre du projet

8.3.1 Description du projet (2 pages)

Brève description du projet permettant au lecteur de comprendre sur quoi il portait et faisant ressortir les éléments qui seront analysés dans les sections subséquentes. L'accent doit être mis sur ce qui s'est réellement passé et non sur l'efficacité ou l'efficience.

Objectifs

L'objectif général ou le but à long terme, les objectifs intermédiaires.

Les objectifs ont-ils été atteints ? Dans quelle mesure ?

Sources : résumé de projet, rapport de fin de projet, rapport d'évaluation, entrevues avec les principaux participants et avec les administrateurs de programme du CRDI.

Stratégie

Description sommaire des moyens et des méthodes utilisés pour atteindre les objectifs - par exemple, recherche participative ou essais sur le terrain, diffusion des résultats dans des groupes de discussion, des ateliers ou des publications, etc.

La stratégie permettait-elle d'atteindre les objectifs ? Quelle autre stratégie aurait pu être envisagée ?

Sources : entrevues avec les chargés de projet, résumé de projet.

Intrants et activités

Intrants du projet- aide financière, assistance technique, formation, technologies de l'informatique et de la communication, intrants intangibles

Intrants du bénéficiaire

Intrants du CRD : fonds, but, conseils, autre assistance

Intrants d'autres donateurs - fonds, dans quel but

Activités accomplies-détermination des besoins, recherche, ateliers, formation, etc.-dans le cadre du projet dans son ensemble ou avec les seuls fonds du CRDI, si elles diffèrent

Caractéristiques des intrants, c'est-à-dire pertinence, innovation, à propos, exhaustivité, etc.

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) ont-elles été utilisées de façon novatrice au sein du projet ?

Sources : documents relatifs au projet, entrevues avec les principaux participants et avec les administrateurs de programme du CRDI.

Contexte

Bref aperçu de la situation qui existait avant l'exécution du projet et de ses liens avec les objectifs du projet- c'est-à-dire les cadres d'ordre politique, économique, social, environnemental, institutionnel et juridique.

Les capacités et le rendement des institutions partenaires, les limites auxquelles elles ont fait face et les facteurs qui ont permis d'améliorer leur rendement.

Les autres aspects du contexte, tels qu'ils existaient ou tels qu'ils ont évolué au cours du projet, qui ont eu un effet sur la fourniture des intrants et sur l'obtention des produits, par exemple les changements de gouvernement, la sécheresse et les réorganisations.

Le rôle et la participation des donateurs, y compris du CRDI, et la façon dont ils ont aidé ou mis à la fourniture des intrants et à l'obtention des produits.

Sources : résumé de projet, entrevues avec les principaux participants et avec les administrateurs de programme du CRDI, connaissance générale du pays, documents relatifs au projet.

8.3.2 Retombées du projet (4 pages)

Produit (produits, services, procédés)

Les produits obtenus - résultats de recherche et publications, mise au point ou application d'une nouvelle technologie, personnes ayant reçu une formation, etc.

Quantification, dans la mesure du possible, pour ce qui est du nombre, de l'envergure, de la durée, etc.

La qualité, la pertinence ou l'importance, le caractère novateur, l'à-propos, la disponibilité, l'accessibilité, le coût (coût de production et coût pour l'utilisateur) et la durabilité des produits et l'effet qu'ils ont eu sur les impacts et le rayonnement du projet.

Sources : documents relatifs au projet, entrevues avec les principaux participants et avec les administrateurs de programme du CRDI.

Rayonnement (bénéficiaire)

Quel devait être le rayonnement du projet ?

Ce rayonnement a-t-il été atteint ?

Les différents types de bénéficiaires et d'utilisateurs du projet-bénéficiaires, usages, agents de prestation, autres agents- et les manières dont ils ont bénéficié du projet : quels résultats ont-ils utilisés, ont-ils été touchés

directement ou indirectement, ont-ils été touchés positivement ou négativement, ont-ils été influencés à court, à moyen ou à long terme ?

Qui devait en bénéficier ?

Qui en a bénéficié de façon imprévue ?

Quels groupes ou individus n'en ont pas bénéficié mais auraient dû en bénéficier ?

Quels groupes ou individus n'en ont pas bénéficié mais auraient pu en bénéficier ?

Détermination des groupes et des individus qui ont participé à la définition, à la conception et à l'exécution du projet, ainsi qu'à l'évaluation des résultats. Tous les intervenants pertinents y ont-ils participé ?

Quelles autres personnes auraient dû participer ou s'engager et comment auraient-elles pu être recrutées ?

Quels facteurs ont influé sur le rayonnement (stratégies, intrants, produits, contexte, etc.) ?

Quels facteurs ont influé sur l'utilisation ou la non-utilisation (caractéristiques des produits, quantité, etc.) ?

Sources : documents relatif au projet, entrevues avec le personnel du projet et avec les bénéficiaires.

Impact

Quelles impacts avaient été prévues et quelles ont été les impacts obtenues ?

Evaluation des conséquences et de l'influence de l'utilisation : augmentation du revenu, amélioration de la qualité de la vie, création de capacités, modification de politiques, élaboration de nouveaux programmes.

Evaluation de toutes les conséquences et influences négatives.

Evaluation des facteurs qui ont aidé ou nui à la l'obtention des impacts.

Détermination du rôle du CRDI par rapport à ces facteurs.

8.3.3 Amélioration des retombées (2 pages)

Quelles conditions ou quels intrants pourraient renforcer les déterminants de retombées bénéfiques ou les facteurs susceptibles d'y contribuer ?

Quels mécanismes seraient les plus efficaces ?

Quel soutien pourrait être offert pour améliorer les retombées ?

Existe-t-il un potentiel de reproductibilité, de production de revenus, de commercialisation, etc. ?

Le projet pourrait-il bénéficier d'un investissement dans les TIC (politiques, applications, infrastructure et/ou outils TIC) ?

Quel rôle pourrait jouer le CRDI ?

Quels enseignements peut-on en tirer pour d'autres projets semblables ?

8.3.4 Relations publiques (1 paragraphe)

Le projet pourrait-il servir à des fins de relations publiques ? Ses résultats rehaussent-ils l'image de la recherche au service du développement ? Ses impacts ou ses retombées peuvent-elles être facilement communiquées au grand public ?

8.4.0 SOMMAIRE

Méthodologie (2 pages)

Commentaires sur la pertinence et l'utilité du cadre et des méthodologies d'évaluation des impacts et sur leur application à l'étude de cas, et proposition d'amélioration pour les études subséquentes.

Elements du projet (2 pages)

Toutes les conclusions sommaires pouvant s'appliquer à l'ensemble des projets pour ce qui est des facteurs pouvant aider ou nuire à l'obtention des impacts et concernant les éléments suivants :

- les objectifs,
- les stratégies,
- les intrants, y compris les références à l'utilisation des TIC,
- les produits,
- les impacts et
- les relations entre tous ces éléments.

Résultat (2 pages)

Toutes les conclusions pouvant être faites quant aux impacts et au retombées en ce qui a trait :

- aux domaines (commercialisation, TIC, politiques, biens publics),
- aux secteurs (agriculture, santé, gestion des ressources naturelles, TIC, etc.),
- aux bénéficiaires (universités, ONG, ministères gouvernementaux, individus) et
- au pays.

Annexes

- Mandat
- Itinéraire de voyage
- Liste des personnes interviewées
- Liste des documents examinés
- Autres renseignements détaillés

ANNEXE 2

ITINERAIRE DU VOYAGE

*Reçu
admis
H. H. H.*

DEROULEMENT CHRONOLOGIQUE DE LA MISSION

(24 septembre au 4 octobre 1997)

Mercredi 24 sept.

- départ de Lomé
- arrivée à Yaoundé

Jeudi 25 sept.

- réunion avec le Directeur national de l'IFC et la Chargée de la communication et de l'information pour l'élaboration du programme de la mission
- entrevue avec le Directeur national de l'IFC
- entrevue avec la Chargée de la communication et de l'information
- collecte de documents sur le projet
- visite de la bibliothèque et entrevue avec le responsable
- entrevue avec le Journaliste animateur de l'émission « Défi agropastoral » à CRTV Yaoundé

Vendredi 26 sept.

- réunion avec le Directeur national d'IFC
- entrevue avec la Chargée de la communication et de l'information
- collecte de documents
- revue de littérature
- analyse des données

Samedi 27 sept.

- revue de littérature
- analyse des données

Dimanche 28 sept.

- départ de Yaoundé
- arrivée à Bamenda (500 km de Yaoundé)

Lundi 29 sept.

- Réunion avec le Délégué régional de l'IFC pour l'élaboration du programme de la mission
- entrevue avec le Délégué régional de l'IFC
- entrevue avec un agent de vente des revues du selling point
- entrevues avec les formatrices et formateurs d'IFC
- entrevue avec un utilisateur de la bibliothèque
- visite de la bibliothèque et entrevue avec le responsable

- entrevue avec la secrétaire de formation
- entrevue deux membres du comité de rédaction
- entrevue avec l'ancienne coordinatrice du projet communication et information

Mardi 30 sept.

- entrevue avec le journaliste de la CRTV chargé de l'émission « Rural rendez-vous »
- départ de Bamenda pour le village de Mbengwi (100 km)
 - séance de focus group avec les membres du « Mile 17 Women's group
 - visite d'une unité de transformation d'huile de palme et de manioc, d'un grenier de maïs et d'un champ collectif de manioc du « Mile 17 Women's Group »
 - visite d'un selling point de la revue RDR
- départ de Bamenda pour Yaoundé

Mercredi 1er oct.

- réunion avec le Directeur national d'IFC et compte rendu de la mission à Bamenda
- réunion avec la Responsable de la communication et de l'information
- collecte de documents relatifs au projet
- entrevues avec les formatrices et formateurs d'IFC
- départ de Yaoundé pour le village de Sa'a (90 km)
 - entrevue avec le chargé de programme du CRAT
 - entrevue avec un animateur du CRAT
- départ de Sa'a pour le village de Ebogo (80 km)
 - séance de focus group avec les membres du GAPAE
- départ du village de Ebogo pour Yaoundé

Jeudi 2 oct.

- collecte de documents à la bibliothèque du Ministère de l'agriculture
- revue de littérature
- analyse des données

Vendredi 3 oct.

- revue de littérature
- analyse des données

Samedi 4 oct.

- départ de Yaoundé
- arrivée à Lomé

ANNEXE 3

LISTE DES PERSONNES INTERVIEWEES

VILLE DE YAOUNDE

A/ IFC : INADES-FORMATION CAMEROUN, BUREAU NATIONAL

- 1- Appolinaire ETON NGAH, Directeur national
- 2- Arlette BIKOMO, Chargée de la communication et de l'information
- 3- Maryvonne BRETIN-WINKELMOLEN, Assistance technique, Formatrice, Responsable Unité recherche action formation
- 4- Colette Solange MACKONGO, Formatrice
- 5- Jean Michel SANGMOUDA, Formateur
- 6- Sébatien TCIAPPI KAMENI, Formateur
- 7- Agnès GAMINI, Formatrice
- 8- Luc NGUIBUS, Responsable de audiovisuel, chargé de la bibliothèque
- 9- Gladys NGOUA, Secrétaire à la formation

B/ MINISTERE DE L'AGRICULTURE

- Bienvenu CHEDOM, Journaliste agronome, animateur de l'émission « Défi agro-pastoral »

C/ ODECO : ORGANISME DE DEVELOPPEMENT, D'ETUDES, DE FORMATION ET DE CONSEILS

- Jonas MVA MVA, Chargé de programmes, ancien directeur de l'IFC

VILLE DE BAMENDA

A/ ANTENNE REGIONALE D'IFC

- 1- Hilaire NGONGANG, Délégué régional
- 2- Martha GHANLA, Formatrice, chargée de l'organisation des voyages d'échanges
- 3- Tina KOST, Assistante technique allemande (EDE), formatrice, chargée de la communication et de l'information
- 4- Michael NGEI, Mécanicien chauffeur, chargé de la gestion de la bibliothèque
- 5- Rachel DJIAHA, Secrétaire à la formation
- 6- Claude TCHUBOU, Ingénieur agronome, membre associé INADES

B/ SIRDEP : SOCIETY FOR INITIATIVES IN RURAL DEVELOPMENT AND ENVIRONMENTAL PROTECTION

- Grace Nyieh MBAH, Co-ordinator, membre du comité de rédaction

D/ CRTV : CAMEROON RADIO AND TELEVISION

- Joseph NYINTCHO, Journaliste, animateur de l'émission « Rural rendez-vous »

E/ COMITE DE REDACTION

- Martha NGUM, Anthropologue sociale, ancienne coordinatrice du projet communication/information

F/ SELLING POINT

- Elizabeth CHENIE, Selling agent of Rural Development Review

VILLAGE DE MBENGWI**A/ MILE 17 WOMEN'S GROUP**

- 1- Rosalyin TANYE, Présidente
- 2- Odilia NADAKWAN ODEY, Trésorière

B/ SELLING POINT

- Salomé CHUM, Selling agent

VILLAGE DE SA'A**A/ CRAT : CENTRE RURAL D'APPUI TECHNIQUE**

- 1- Joseph ETOGA, Chargé de programmes
- 2- Hervé MVONDO, Animateur rural

VILLAGE DE EBOGO**A/ GAPAE : GROUPEMENT D'AGRICULTEURS, DE PRODUCTEURS AVICOLES ET D'ELEVAGE**

- 1- Jean-Marie NYOUMI-NGAH, Président
- 2- Luc MANGA, Secrétaire général
- 3- Médar NDJOMO, Trésorier
- 4- Jean ABEYA, Membre
- 5- Isidore ZOGO, Membre

ANNEXE 4

GRILLE D'ENTREVUE INDIVIDUELLE

GRILLE D'ENTREVUE POUR LES INTERVENANTS DU PROJET

1. LES OBJECTIFS DU PROJET

- Quels sont les différents objectifs assignés au projet ? Sont-ils atteints ?
- Quels sont les éléments qui ont favorisé ou retardé leur atteinte ?
- Y a-t-il eu des changements dans ces objectifs ?

2. LA STRATÉGIE

- Quelle stratégie a été utilisée pour exécuter le projet ?
- A-t-elle permis d'atteindre les objectifs ?

3. LE CONTEXTE

- Quelles sont les forces et faiblesses des institutions impliquées dans le projet ?
- Quels sont les éléments de l'environnement interne ayant influencé positivement ou négativement le déroulement des activités du projet ?
- Quels sont les éléments de l'environnement externe ayant influencé positivement ou négativement le déroulement des activités du projet ?

4. LES ACTIVITÉS DU PROJET

- Quelles sont les différentes activités réalisées dans le cadre du projet ?
- Quels résultats ont-ils produit ?
- Quels sont les différents problèmes rencontrés et quelles solutions ont été préconisées ?
- Quels sont les différents moyens (financiers, humains, institutionnels techniques et technologiques) dont vous avez bénéficiés pour les réaliser ?

5. LES PRODUITS ET SERVICES

- Quels sont les différents produits et services réalisés dans le cadre du projet ?
- Comment sont-ils obtenus ?

- Quelle est leur pertinence et qualité ? Sont-ils suffisants pour satisfaire les clientèles ?
- Quel est leur coût de production et combien sont-ils vendus aux clients ?
- Quelle stratégie mettre en place pour assurer une durabilité aux produits et services ?

6. LE RAYONNEMENT

- Quel type de rayonnement les résultats du projet ont eu sur :
 - les bénéficiaires ?
 - les utilisateurs et non utilisateurs ?
 - les personnes et institutions impliquées dans le projet ?
 - le pays et les institutions étatiques ? (système agraire et service de vulgarisation agricole par exemple)
- Y a-t-il un rayonnement au niveau international ?
- Quels sont les différents facteurs ayant contribué ou nui au rayonnement du projet ?
- Quelle stratégie mettre en place pour améliorer le rayonnement ?

7. LES IMPACTS DU PROJET

- Quels sont les différents impacts du projet sur :
 - les bénéficiaires ?
 - les utilisateurs et non utilisateurs ?
 - les personnes et institutions impliquées dans le projet ?
 - le pays, les systèmes et les institutions étatiques ? (système agraire et service de vulgarisation agricole par exemple)
- Quels sont les différents facteurs ayant contribué ou nui à l'obtention des impacts ?
- Quelle stratégie mettre en place pour améliorer les impacts ?

ANNEXE 5
GRILLE D'ENTREVUE DE FOCUS GROUP

**QUESTIONS POSÉES LORS DES SÉANCES DE FOCUS GROUP
AVEC LES BÉNÉFICIAIRES ET UTILISATEURS DES DIFFÉRENTS
PRODUITS D'INFORMATION**

1. Comment avez-vous appris l'existence des produits du projet communication/information de l'IFC : les revues CMR et RDR, les émissions radio et les voyages d'échanges ?
2. Etes-vous abonné aux revues CMR ET RDR ? Les lisez-vous souvent ?
3. Avez-vous appliqué les conseils contenus dans ces revues ?
4. Possédez-vous un récepteur radio ? Écoutez-vous souvent les émissions rurales de l'IFC ?
5. Avez-vous appliqué les conseils écoutés à la radio ?
6. Avez-vous déjà participé à un ou plusieurs voyages d'échanges ?
7. Quelles applications faites-vous des expériences acquises lors de ces voyages d'échanges ?
8. Quels sont les différents résultats obtenus pour améliorer vos techniques et pratiques culturelles ?
9. Avez-vous rencontré des problèmes particuliers dans ces différentes applications ?
10. Combien de fois avez-vous utilisé la bibliothèque de Yaoundé ou celle de Bamenda pour rechercher des informations nécessaires pour améliorer vos pratiques et techniques culturelles ?
11. Quelles suggestions voulez-vous faire à l'IFC pour améliorer les différents produits afin de les adapter à vos besoins spécifiques d'information ?

ANNEXE 6

LISTE DES DOCUMENTS CONSULTÉS

BIBLIOGRAPHIES

- 1- CRDI, Ottawa.- Projet de document « Communication et information en faveur du monde rural au Cameroun, phase 3, 1991
- 2- Nyemba Ambela, Jean; Zingui Messonm, Xavier et Ngum, Martha.- Communication et information en faveur du monde rural : Une évaluation de l'impact auprès des groupes encadrés par INADES-Formation au Cameroun, 1994
- 3- Ajaga, Nji.- Final evaluation of IDRC project 3-P-88-0140 on the dissemination of agricultural information to young farmers in the North West and South West Provinces: Phase two, 1991
- 4- Lafond, Renald.- Rapport de fin de projet communication et information en faveur du monde rural au Cameroun, phase 3, 1995
- 5- IFC, Yaoundé.- Communication et information en faveur du monde au Cameroun: Rapport n° 1, juin 1992
- 6- IFC, Yaoundé.- Communication et information en faveur du monde au Cameroun: Rapport n° 2, décembre 1992
- 7- IFC, Yaoundé.- Quelques orientations pour IFC par ces temps de crise, 1991
- 8- IFC, Yaoundé.- Projet information et développement rural en Afrique Centrale : Proposition de projet, 1993
- 9- IFC, Bamenda.- Report on exchange visit : The Widikum Progressive Women's Group going for exchange visit to Baba 1, 1995
- 10- IFC, Bamenda.- Report on exchange visit on cassava processing, 1996
- 11- IFC, Bamenda.- Report on Editorial board meeting, July 1997
- 12- IFC, Bamenda.- Report on Editorial board meeting, January 1997
- 13- INADES-FORMATION, Abidjan.- La lettre d'I.F., N° 18, mars 1997
- 14- IFC, Yaoundé.- Courrier du monde rural , N° 28, 27, 25-26, 24 (janv-mars 96), 23 (janv-mars 95), 22 (oct-déc 94), 21 (juil-sept 94), 20 (avr-juin 94) et le numéro spécial de juillet 1995
- 15- IFC, Yaoundé.- Courrier de l'abonné, N° 18-19 (oct-mars 94), 8, 6 (juin 91), 5 (mai 91), 4 (mars 91), 1 (mars 90)

- 16- IFC, Bamenda.- Rural Development Review, N° 24-25 (oct 95-mar 96), 23 (apr-sept 95), 22 (jan-mar 95), 21 (june-dec 94), 19-20 (jan-june 94), 17-18 (jul-dec 93), 15-16 (jan-june 93)
- 17- IFC, Yaoundé.- Rapport technique du projet N° 91-0190, 1994
- 18- IFC, Yaoundé.- Rapport d'activités 1995-1996, 1996
- 19- IFC, Yaoundé.- Rapport d'activités 1992-1993, 1993
- 20- Temgoua, Engelbert.- Agroforesterie et développement rural : Cas du Cameroun.- Yaoundé: Ed SOPECAM, 1989
- 21- CDDR, Yaoundé.- La voix du paysan, N° 68, sept. 1997